

ALGÉRIE-LIBAN

Entretien téléphonique entre MM. Benabderrahmane et Mikati

P.24

ALGÉRIE-FRANCE

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha se réunit avec son homologue français au terme de sa visite officielle en France

P.24

PALESTINE

L'Algérie condamne fermement le massacre sanglant commis par l'armée d'occupation sioniste dans le camp de Jénine

P.24

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR "LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INVESTISSEMENT ET LE RÈGLEMENT DES LITIGES"

Président de la République : "L'Etat a assuré toutes les conditions auxquelles aspire tout investisseur"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé vendredi à Alger que l'Etat avait assuré toutes les conditions auxquelles aspire tout investisseur. L'Etat "a consacré le principe de sécurité juridique qui est un des fondements essentiels de l'Etat moderne pour garantir la stabilité législative et une justice indépendante, responsable et efficace, des conditions auxquelles aspire tout investisseur", a souligné le Président Tebboune dans son allocution à l'ouverture du séminaire international sur "Le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges", tenu au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, lue en son nom par le conseiller du Président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, M. Boualem Boualem, en présence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Pp 4-6-24



EDUCATION

L'opération de généralisation du manuel numérique est une réussite (Belaabed)

P.3

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (AAPI)

852 projets d'investissement enregistrés

P.6

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 88 dollars

P.24

SANTÉ

OBÉSITÉ

5 façons de perdre du poids

Pp 12-13

FOOTBALL

QUARTS DE FINALE

Les Verts avec les tripes passent en demies

P.21



EVOCATION

Rouiched, un nom gravé dans la culture algérienne

P.16

BLIDA

Amoncellement de neige : la RN 37 reliant Blida à Chréa partiellement fermée

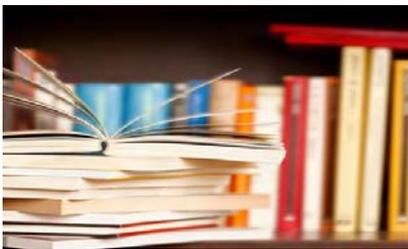
P.5

NĀAMA

Décès du moudjahid Tayebi Mohamed

Le moudjahid Tayebi Mohamed dit "Benbella" s'est éteint dans la nuit de vendredi à Samedi à Mécheria (Nāama), à l'âge de 92 ans, des suites d'une maladie, a-t-on appris auprès de ses proches.

Le défunt, né en 1931 dans la région de Mekmen Benbamar (Nāama), avait rejoint les rangs de l'ALN en 1957 dans la région 8 de la wilaya V historique. Il a pris part à plusieurs batailles et accrochages contre l'armée coloniale à Djebel Aïssa en 1958, à Hennaya et Tessala, vers la fin de l'année 1959. L'armée coloniale l'avait arrêté et emprisonné de janvier 1960 au 18 avril 1962, selon la direction des moudjahidine et ayant-droits. Le moudjahid a été inhumé samedi au cimetière de Mécheria.

54^E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DU CAIRE**L'Algérie participe avec plus de 600 titres**

L'Algérie participe à la 54^e édition du Salon international du livre du Caire (Egypte) avec 630 titres exposés dans le stand de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) relevant du ministère de la Culture et des Arts et le stand de la Maison d'édition et de distribution "Alpha".

Le 54^e Salon international du livre du Caire ouvert, mercredi, par le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, en présence de représentants de l'ambassade d'Algérie au Caire, se poursuivra jusqu'au 6 février prochain.

JJEL

12 blessés dans un accident de la circulation à Texenna

Douze personnes ont été blessées, dont six enfants, dans un accident de la circulation survenu mercredi sur la RN 77, dans la commune de Texenna (wilaya de Jijel), indique la protection civile dans un communiqué.

Les blessés sont six enfants, une femme de 50 ans, quatre hommes tandis que les blessures d'une autre personne de 51 ans ont été jugées "très graves", a précisé la protection civile. Le sinistre s'est produit lors d'une collision ayant impliqué un autocar avec une voiture de tourisme dans la localité de Dardar, précise la protection civile, qui a ajouté que les éléments de l'unité secondaire de Texenna et l'unité principale de Jijel sont intervenues pour secourir les victimes de l'accident survenu sur la RN-77 entre Texenna et Kaouss. L'autocar transportait cinq personnes alors qu'à bord de la voiture se trouvaient sept personnes, le conducteur et six enfants, selon le communiqué.

Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Mohamed-Seddik-Benyahia de Jijel.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances de l'accident, a-t-on ajouté.

BATNA

Vers l'attribution de plus de 1.600 logements de diverses formules

La wilaya de Batna attribuera durant l'année 2023, au total 1.601 logements de différentes formules, a indiqué jeudi, le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek.

Intervenant au cours de la 4^{ème} session ordinaire des travaux de l'assemblée populaire de wilaya (APW) tenue à la salle des délibérations, le wali a souligné que 4.864 logements des diverses formules, sont en cours de construction actuellement, il a rappelé que la wilaya de Batna a attribué en 2022, pas moins de 8.080 logements.

ANNABA

Saisie de produits d'une valeur de près de 97 milliards DA en 2022

Les services de la Direction régionale des Douanes d'Annaba ont effectués 286 opérations de saisi des produits divers d'une valeur de près de 97 milliards DA, en 2022, a indiqué jeudi à Souk Ahras, l'inspecteur divisionnaire, Asma Belkiri, sous-directrice de l'informatique à cette direction.

"Les 286 opérations ont été effectuées au niveau de l'Aéroport d'Annaba, des postes frontaliers d'Oum Teboul et Layoun (El Tarf), Hedada et Ouled Moumène (Souk Ahras)", a précisé M.

Belkiri, en marge de la célébration de la Journée mondiale des douanes (26 janvier) à la salle Miloud-Tahri en présence des cadres de ce corps et des autorités locales.

Il a ajouté que 131 des opérations ont porté sur la saisie de drogues et psychotropes, 23 de tabacs et cigarettes, 8 de produits alimentaires, 40 d'animaux vivants, 3 des médicaments et matériel médical, 46 de véhicules et 35 de divers autres produits.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Saisie de 5 quintaux de kif traité et arrestation de 11 suspects dans les wilayas d'El Bayadh et de Chlef

Les services de la Sûreté nationale ont saisi, cette semaine, près de cinq (5) quintaux de kif traité et arrêté 11 suspects dans les wilayas d'El Bayadh et de Chlef, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

La première opération, menée par la police de Labiod Sidi Cheikh dans la wilaya d'El Bayadh, a permis la saisie de trois (3) quintaux et 45,2 kg de kif traité, ainsi que l'arrestation de sept (07) suspects, selon la même source.

Assurée par le service de wilaya de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Chlef, la deuxième opération s'est soldée par l'arrestation de quatre (4) suspects et la saisie d'un (01) quintal et 52 kg de kif traité, de trois (3) véhicules et d'un montant de 58,9 millions de centimes, ajoute le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

7 décès et 319 blessés en une semaine

Sept (7) personnes sont mortes et 319 autres ont été blessées dans 270 accidents corporels de la circulation survenus en zones urbaines pendant la période allant du 17 au 23 janvier, indique, jeudi, un bilan des services de la Sûreté nationale.

Le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-59), du nombre de blessés (-48) et du nombre de morts (-01), par rapport aux statistiques de la semaine passée.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (+96%), notamment en raison du non respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse et du manque de concentration au volant, outre l'état du véhicule, selon la même source.

SIDI BEL ABBES

Le monoxyde de carbone tue une septuagénaire

Une septuagénaire est morte jeudi asphyxiée au gaz monoxyde de carbone à son domicile dans le quartier Sidi Djillali à Sidi Bel Abbes, a-t-on appris auprès de la protection civile dont les agents ont déposé la dépouille de la victime à la morgue du CHU Abdelkader Hassani du chef-lieu de wilaya.

Les services concernés ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident, premier du genre enregistré par la wilaya cette année.

Des campagnes de sensibilisation et de prévention contre l'asphyxie au gaz monoxyde de carbone se poursuivent avec la contribution des services de la protection civile, de Sonelgaz et autres acteurs concernés au niveau des établissements scolaires, des mosquées et sur les ondes de la radio "Sidi Bel Abbès".

TIZI-OUZOU

Un réseau de trafiquants de stupéfiants démantelé

Un réseau de dealers de quatre individus versés dans le trafic de stupéfiants a été démantelé courant de cette semaine à Tadmait, à l'Ouest de Tizi-Ouzou, rapporte-t-on dans un communiqué de la sûreté de wilaya. L'opération a permis la saisie de 509 comprimés psychotropes, une arme à feu de 4^e catégorie, des armes blanches et une somme d'argent de 600 000 DA.

Présentés devant les autorités judiciaires, les quatre individus ont été placés en détention préventive pour "possession de produits stupéfiants en vue de leur commercialisation" et "possession d'armes blanches et d'armes à feu", ajoute la même source.

OUM-EL-BOUAGHI

Mise sous scellé d'un atelier clandestin de fabrication de détergents

Les agents de la direction du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi ont découvert un atelier clandestin de fabrication de détergents qui a été aussitôt scellé et saisi plus de 3,500 litres de produits de nettoyage, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de cette institution.

Selon la même source, cette découverte a été effectuée lors du contrôle d'un produit lave-vaisselle et d'eau de Javel ne portant aucune marque ni autorisation délivrée par le ministère du Commerce et de la promotion des exportations.

Au terme d'une enquête minutieuse, la provenance de ces produits a été révélée.

Les agents de contrôle, accompagnés de la police, ont perquisitionné le local où le propriétaire fabriquait les produits frauduleusement, sans autorisation conforme au décret exécutif 254/77 relatif aux conditions de production et d'importation des produits dangereux.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Grève des 8 jours, un évènement crucial ayant marqué le ralliement du peuple à sa révolution

L'Algérie commémore ce samedi le 66e anniversaire de la grève des huit jours de 1957, un évènement crucial ayant marqué le ralliement des Algériens à leur révolution pour barrer la route aux partisans de l'"Algérie française", contribuant ainsi à l'internationalisation de la cause algérienne.

Décidée par le Comité de coordination et d'exécution (CCE) du Front de libération nationale (FLN), du 28 janvier au 04 février 1957, cette grève générale dont la préparation a été confiée aux commandants des six (06) wilayas avait pour objectif de rallier le peuple, dans toute sa composante, notamment les travailleurs, les commerçants et les artisans, à sa cause légitime et à l'action révolutionnaire, de réduire à néant les allégations de l'occupant qui qualifiaient les moudjahidines de "Hors la loi" et de mettre à nu les crimes du colonisateur, tout en affirmant que le FLN était le seul représentant légitime du peuple algérien.

Cette grève, d'une grande envergure, a contribué à atteindre le principal objectif de la révolution nationale, en amenant l'ONU à inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de sa 11e Assemblée générale dans le cadre du droit des peuples à l'autodétermination, et ce à la demande du groupe arabo-asiatique. Cette grève historique a également mis en échec les plans de l'occupant visant à séparer le peuple de sa révolution, par tous les moyens notamment par la désinformation, et a permis de barrer la route aux partisans de l'"Algérie française" et d'opérer une rupture définitive entre le régime colonial et le peuple, toutes catégories confondues.

Répondant en masse à l'appel à la grève, le peuple algérien a asséné un coup de grâce à la France coloniale qui a tenté d'étouffer la résistance des Algériens par les massacres, la répression barbare, les



arrestations arbitraires, la torture, l'expulsion et la destruction. Le FLN avait essuyé des pertes considérables après la découverte de ses cellules à Alger et de ses éléments infiltrés au sein de l'administration coloniale notamment avec l'arrivée du général Lacoste qui avait annoncé le début de "la Bataille d'Alger". Ainsi, les forces coloniales françaises avaient lancé une campagne d'arrestation de plusieurs dirigeants de la révolution, à leur tête Larbi Ben M'hidi mort en martyr sous les sévices de la torture. La cachette d'Ali Lapointe et ses compagnons qui refusaient de se rendre, a été également découverte et ils sont morts en martyrs, ce qui a mené à la suspension de

plusieurs opérations de "Fidayin" pour une longue période dans la capitale.

En réponse à cette grève, les autorités françaises avaient mené des opérations de ratissage tous azimuts et procédé à l'élimination de "près de 1500 fidayin armés" qui étaient soutenus par "près de 5000 civils" à la Casbah.

L'administration coloniale a également interrogé "40 % de citoyens algériens dont des dizaines ont été arrêtés et tués. Des centaines d'autres ont été envoyés dans des camps de concentration". Cependant, ces représailles n'ont pas eu raison de la résistance du peuple algérien, en témoigne la manifestation du 11 décembre 1960 et la

poursuite de la lutte jusqu'au recouvrement de l'indépendance.

Dans l'un de ses témoignages historiques, le défunt moudjahid Yacef Saadi a relaté, les détails de la préparation de cette grève, soulignant qu'en décembre 1956, Larbi Ben M'hidi l'avait informé de la décision du CCE de lancer une grève, et lui avait remis l'argent afin d'assurer l'approvisionnement des habitants d'Alger à l'insu de l'armée coloniale. Cette grève historique, se voulant une concrétisation réelle des clauses du Congrès de la Soummam qui appelaient à la nécessité de dynamiser le soutien populaire en vue de soumettre la Révolution, a également été marquée par une contribution significative de la communauté algérienne à l'étranger, notamment en France, dans un message clair pour confirmer la cohésion du peuple algérien et sa cohésion avec sa direction révolutionnaire.

La grève a suscité plusieurs réactions internationales, ainsi la plupart des peuples du monde se sont mobilisés pour défendre le droit du peuple algérien à la liberté, notamment à travers le fameux "discours" prononcé le 2 juillet 1957 devant le Sénat américain par le sénateur John Fitzgerald Kennedy, avant de devenir président des Etats Unis d'Amérique, dans lequel il avait affiché clairement sa position en faveur de l'indépendance de l'Algérie et fustigé les pratiques coloniales françaises et la politique américaine de soutien total à la France, soulignant que "l'indépendance des Algériens est inéluctable".

EDUCATION

L'opération de généralisation du manuel numérique est une réussite (Belaabed)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed a affirmé jeudi depuis la commune de Settara (Sud de la wilaya de Jijel) que "l'opération de généralisation du manuel numérique est une réussite". Dans une déclaration à la presse au lycée 20 août 1955 de cette commune, le ministre a déclaré que "la généralisation du manuel numérique est une réussite notamment après la grande adhésion des parents d'élèves à cette démarche" comme en témoigne, a-t-il ajouté, le fait d'avoir constaté aujourd'hui à l'école Taabouch-Bouزيد de Settara l'utilisation de tablettes électroniques et manuels

numériques durant le cours. Le ministre a également indiqué que sa visite aux établissements du secteur en zones reculées s'inscrit dans le cadre de son programme de visites aux différents wilayas pour faire le point sur le terrain des préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire (2023-2024) et qui ont démarré aujourd'hui de Jijel. Le but de ces visites, a-t-il ajouté, est d'apporter l'appui nécessaire pour que le plus grand nombre d'établissements soit prêt pour accueillir les élèves à la prochaine année scolaire.

"Ces sorties sont aussi une opportunité pour s'enquérir des

conditions de scolarisation dans les écoles primaires en cette conjoncture de froid en termes de restauration, de transport et de chauffage", a ajouté le ministre relevant l'intérêt porté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à mettre en place tout ce qui est nécessaire au sein des établissements pédagogiques.

Après avoir suivi un exposé sur le secteur de l'Education nationale dans la wilaya de Jijel, le ministre a insisté sur l'impératif achèvement de l'opération de paiement des dus des participants à l'opération de vente des manuels scolaires exprimant ses remercie-

ments à tous ceux qui y ont participé. Il a également préconisé de régulariser les arriérés des promotions et autres droits de l'ensemble des personnels du secteur y compris ceux qui viennent d'être intégrés "avant l'avènement du mois de ramadhan". Dans la commune de Settara, le ministre a posé la première pierre d'un groupe scolaire de catégorie A dans la localité de Boucharef et s'est enquis à l'école chahid-Lahmar-Mohamed d'El Kefch des conditions de restauration, de suivi sanitaire et de chauffage et a exhorté sur site les représentants des collectivités locales à installer des ti-

roirs à l'usage des élèves pour alléger leurs cartables.

Dans la localité d'Asserdoune, commune d'El Milia, le ministre a inspecté les projets d'une école primaire de catégorie C et d'un CEM avant de poser la première pierre d'un nouveau CEM à Boutiassa insistant à l'occasion sur le respect des délais légaux de réalisation. Le ministre poursuivra à Jijel sa visite par l'inspection de plusieurs projets au chef-lieu de wilaya dont celui du lycée de la cité Mezghitane attendu pour la prochaine rentrée et d'une salle de sport au lycée chahid Chouikh-Messaoud.

CULTURE

Aide publique aux associations culturelles pour l'année 2023 : ouverture d'une plateforme numérique dédiée aux projets culturels

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a annoncé, jeudi à Alger, l'ouverture d'une plateforme numérique pour accueillir les projets culturels des associations ayant postulé pour bénéficier de l'aide publique au titre de l'année 2023.

Lors d'une rencontre d'évaluation des associations culturelles et artistiques des bénéficiaires de l'aide matérielle et de l'accompagnement pour la réalisation des projets, Mme Mouloudji a précisé qu'"il sera procédé à partir de ce jour jusqu'au 25 février 2023 à l'ouverture de la première phase de réception des projets pour bénéficier de l'aide publique via une plateforme numérique dédiée à cet effet sur le site-web du ministère de la Culture et des Arts". Ont pris part à cette rencontre le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohamed Bouchenak Kheladi, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham et le Secrétaire général du

Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad et des présidents de différentes associations culturelles et artistiques au niveau national. Ainsi, la ministre a dévoilé "la mise en œuvre à partir d'aujourd'hui du plan d'aide en vue de relever les défis pour une action associative plus créative afin de concevoir des programmes et des projets culturels modernes et innovants".

"Aujourd'hui, le développement des associations, figure de proue de la société civile, est un indicateur principal pour mesurer l'évolution socioéconomique et politique. Le fait d'adhérer et de participer à ces associations pour administrer les affaires politiques et sociales aux niveaux national et local dénote l'esprit de patriotisme des citoyens", a-t-elle dit. Et d'ajouter que "l'activité culturelle se trouve en tête du tissu associatif de par le volume global des activités, ce qui prouve que la culture et les arts sont un catalyseur pour mobiliser les citoyens au sein du mouvement associatif (...) en ce sens que la

conscience citoyenne s'articule autour des défis liés aux questions culturelles".

"Dans le cadre de la stratégie judicieuse du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en application de son huitième engagement (54 engagements) qui prévoit l'édification d'une société civile libre et active à même de prendre en charge ses responsabilités et un instrument d'action publique au service du citoyen et de la Nation, le ministère de la Culture et des Arts a pour objectif d'autonomiser la société civile, de prendre en charge les initiatives et de contribuer à l'appui des associations porteuses de projets culturels et artistiques, en accordant l'appui matériel et moral, outre l'accompagnement dans la réalisation des programmes à caractère culturel et artistique", a-t-elle ajouté.

Une convention de coopération a été signée, jeudi, entre le ministère de la Culture et des Arts et l'Observatoire national de la société civile (ONSC). Cette convention "consacre le cadre général

de la coopération commune en vue de promouvoir et de renforcer la coordination en matière de participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la culture et des arts", a précisé Mme Mouloudji.

Pour sa part, le président de l'ONSC, Noureddine Benbraham a fait savoir que la convention vise à "coordonner les efforts pour la mise en œuvre des programmes du secteur de la culture, aux plans national et international, en vue de renforcer la participation de la société civile aux projets initiés par le ministère et de répondre aux besoins de la société civile, de manière à développer un nouveau mécanisme de gouvernance basé sur le partenariat", ajoutant que "la convention permet de mettre en place des directions capables de communiquer, de coordonner et d'établir des partenariats pour la mise en application de cette convention au niveau des 58 wilayas".

TOURISME SAHARIEN Miser sur les potentialités de la wilaya de Touggourt pour booster la dynamique locale

Les autorités de la wilaya de Touggourt misent sur les nombreuses potentialités touristiques de la région pour booster le secteur et atteindre un développement durable, mais aussi pour apporter leur pierre à l'édifice et contribuer à la croissance économique nationale. La direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) s'emploie, ainsi, à concrétiser un développement touristique prometteur dans cette région du sud-est du pays, en s'ouvrant à l'investissement, préalable indispensable pour atteindre cet objectif.

Pour ce faire, des travaux d'aménagement de trois zones d'expansion touristique (ZET), deux situées dans la commune de Nezla totalisant une superficie de 35 hectares et une autre de 14 hectares au niveau de la commune de Témacine, sont en voie d'achèvement, a expliqué à l'APS le directeur du secteur, Abdelhakim Yahia, révélant que la réception de ces nouvelles ZET, destinées à accueillir des investissements touristiques, est prévue pour les prochains mois. Selon le bilan du secteur, 24 projets ont été approuvés par la commission locale de l'investissement, a-t-il souligné. Afin d'attirer les investisseurs, la DTA s'est engagée à assurer toutes les conditions favorables, l'objectif étant de rendre plus attractive la destination touristique de Touggourt, qui possède de nombreuses potentialités naturelles et culturelles, outre sa position géographique incontournable, reliant Est, Centre et Extrême-sud. L'augmentation des capacités d'hébergement figure parmi les priorités du secteur, et ce, pour répondre au mieux aux besoins des touristes désireux séjourner dans la wilaya, qui a, depuis le lancement de l'actuelle saison de tourisme saharien, connu une affluente de plus de 18.000 touristes nationaux et quelque 500 étrangers, a-t-il révélé.

Actuellement, la wilaya de Touggourt, qui enregistre un déficit en matière de structures d'accueil, dispose de cinq (5) hôtels avec une capacité globale de 279 lits. Parmi les mesures prises pour réduire la pression sur les installations hôtelières existantes, un programme a été établi pour l'encrage de la culture du bivouac en milieu oasien, à travers l'aménagement de sites et espaces dédiés à cette activité.

Des efforts sont également déployés pour développer et généraliser la formule de l'hébergement chez l'habitant, en encourageant les citoyens à participer à cette démarche visant à promouvoir le tourisme saharien, d'autant que cette formule a prouvé son efficacité dans plusieurs wilayas à vocation touristique.

Pour promouvoir les circuits touristiques et valoriser les atouts naturels, culturels et patrimoniaux dans la wilaya, la DTA prévoit, de plus, la réalisation d'un programme d'animation comprenant des documentaires sur les sites touristiques ainsi qu'un annuaire touristique numérique en plusieurs langues.

Une maison de l'artisanat traditionnel en perspective

S'agissant des mécanismes de soutien et d'accompagnement retenus en faveur des artisans pour valoriser le produit local, le secteur a enregistré un projet de réalisation d'une maison de l'artisanat traditionnel dans la wilaya de Touggourt. Une fois opérationnelle, elle permettra d'assurer l'accompagnement nécessaire aux artisans locaux et de répondre au mieux à leurs attentes en termes de formation, exposition et commercialisation de leurs produits et savoir-faire. L'établissement offrira au grand public une occasion de découvrir la diversité artisanale et les divers métiers à Touggourt, où plus de 2.800 artisans activent, entre autres, dans les domaines de la broderie traditionnelle, la maroquinerie et la vannerie à la base de dérivés du palmier dattier, a fait savoir le directeur du Tourisme et de l'Artisanat. La wilaya de Touggourt recèle de nombreuses potentialités touristiques naturelles, à l'instar de dunes de sable, palmeraies et zones humides, un patrimoine ksourien réparti à travers les régions de Témacine El-Alia, El-Harhira, Tala, la Zaouia Tidjania à Témacine, qui est un centre de rayonnement religieux soufi, ainsi qu'un riche patrimoine culturel, legs civilisationnel et populaire.

17^E CONFÉRENCE DE L'UPCI

Début des travaux aujourd'hui à Alger

Les travaux de la 17^e conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la Coopération islamique (UPCI) débiteront dimanche à Alger sur fond de défis et de menaces auxquels est confronté le monde musulman, outre la grave escalade sioniste contre le peuple palestinien et ses symboles sacrés.

Placée sous le thème "Le monde islamique et les enjeux de la modernisation et du développement", cette session verra la participation des représentants de plus de 35 parlements, dont 22 présidents de parlements, ce qui témoigne du "rôle important" de l'Algérie dans les relations internationales, notamment dans le monde arabo-musulman et à l'international, a affirmé le membre du comité exécutif de l'UPCI, Mohamed Yazid Benhamouda.

La réunion des parlementaires du monde musulman, représentant plus de 1,8 milliard de citoyens musulmans, intervient sur fond des menaces et défis que connaît le monde musulman, exigeant l'unification des positions des musulmans, notamment au regard des développements effrénés et des offensives de l'extrême droite occidentale à l'égard des musulmans et de leurs symboles sacrés.

Une escalade de violence et de haine à l'égard des musulmans a été enregistrée récemment dans plusieurs capitales européennes, théâtres d'incidents de profanation d'exemplaires du Saint Coran constituant une provocation délibérée des musulmans. La question palestinienne vient en tête des questions soulevées au débat, de par sa centralité pour les musulmans et de la grave agression sioniste abjecte menée contre le peuple palestinien, et la poursuite des massacres et des violations de ses symboles sacrés au vu et

au su du monde entier. L'entité sioniste poursuit également sa politique expansionniste visant à oblitérer la présence du peuple palestinien et à aliéner son identité. Présidant la réunion du comité exécutif préparatoire à la 17^e conférence, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a affirmé, jeudi à Alger, que la nation musulmane forte de ses atouts doit mobiliser ses énergies pour relever les défis de l'heure, notamment les phénomènes de terrorisme et d'hostilité, appelant à la nécessité d'examiner les derniers développements dans les territoires palestiniens occupés. Il a estimé qu'il était temps "pour créer un mécanisme avec des compétences complémentaires" par le Secrétariat général de l'Union en vue de répondre aux comportements contraires à la moralité et portant atteinte à l'Islam. La Conférence vise à dégager des résolutions et des recommandations au service de la nation islamique et à faire de l'organisation un fervent défenseur des peuples musulmans dans les fora internationaux. L'accueil de l'Algérie de la 17^e session de l'Union soutiendra sa diplomatie qui marque un retour en force, et parachèvera les résultats exceptionnels réalisés lors du Sommet arabe d'Alger. Cette Conférence devra également consacrer la réunification des rangs arabes et des vues concernant les questions importantes et à leur tête la cause palesti-

nienne, outre le rassemblement des factions palestiniennes à la faveur de l'initiative du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans une déclaration à la presse, Mohamed Yazid Benhamouda, a précisé qu'à travers le slogan de la conférence "Le monde islamique et les enjeux de la modernisation et du développement" nous œuvrons à faire passer l'Union, à la faveur d'une vision purement algérienne et diplomatique, de la théorie à la pratique, pour que le monde islamique puisse trouver des mécanismes de coopération". S'agissant des résultats de la Conférence, M. Benhamouda a fait savoir qu'"ils prendront en considération les résultats du Sommet arabe, de la Déclaration d'Alger au sujet de la Palestine et de la Conférence de rassemblement des factions palestiniennes", précisant que cet objectif "n'est pas facilement réalisable et doit être appuyé davantage". Les travaux de la Conférence ont été précédés par des réunions préparatoires de la 17^e session. Les participants ont souligné que leur tenue à Alger constituait un véritable tournant dans le parcours de l'Union et une nouvelle étape dans l'histoire des relations parlementaires entre pays musulmans.

L'ouverture de la Conférence verra l'émission du timbre postal conçu pour l'occasion, tandis que les travaux devront se poursuivre lundi et clôturés l'après-midi du même jour.

INVESTISSEMENT

Les pouvoirs publics s'emploient à créer un climat attractif pour l'investissement empreint de confiance (Zaghdar)

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a déclaré, vendredi à Alger, que les pouvoirs publics avaient adopté une nouvelle vision dans le cadre du système juridique relatif à l'investissement, pour s'adapter aux évolutions mondiales et instaurer un climat d'affaires empreint de confiance pour diversifier l'économie et créer des opportunités d'emploi pour les compétences.

Lors des travaux d'un séminaire international sur "le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges" tenu au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif-Rahal, le ministre a précisé que l'objectif des pouvoirs publics était de "créer un climat d'investissement favorable empreint de confiance, basé sur la libéralisation de l'investissement et capable de promouvoir l'investissement producteur et créateur de richesse et de postes d'emplois pour les

jeunes compétences à travers tout le territoire national". La nouvelle loi sur l'investissement vise essentiellement à développer les secteurs d'activité prioritaires à haute valeur ajoutée, en assurant un développement durable et équilibré, en valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales et en appuyant la compétitivité de l'économie nationale et sa capacité à exporter. Les pouvoirs publics veillent actuellement à renforcer la confiance dans le système juridique ainsi que la stabilité du cadre législatif, à renforcer l'attractivité et à améliorer la compétitivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement, en consacrant le principe de la liberté d'investir, de la transparence et de l'égalité dans le traitement des investissements et en consacrant des garanties destinées aux investisseurs.

La nouvelle orientation des pouvoirs publics se traduit par

l'adaptation des dispositifs dédiés à l'investissement à travers la réforme du Conseil national d'investissement (CNI) qui incarne la stratégie de l'Etat en la matière, la réorganisation de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), devenue désormais l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de lui conférer une touche algérienne à l'échelle internationale, outre la création d'un guichet unique destiné aux grands projets et investissements étrangers à compétence nationale et le renforcement du rôle des guichets uniques décentralisés.

M. Zaghdar a fait état d'avantages décidés dans le cadre de la nouvelle structuration des régimes incitatifs, à savoir le régime incitatif des secteurs prioritaires, celui des régions auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier et celui destiné aux investissements à caractère

structurant. Dans une déclaration à la presse, M. Zaghdar a souligné l'importance de ce séminaire international qui a vu la participation de 100 juristes et avocats issus de 54 pays ayant pour objectif la promotion de la nouvelle loi sur l'investissement, ajoutant que les avocats et le secteur de la justice devront s'adapter aux dispositions de cette loi et ces textes d'application compris tenus des litiges internationaux auxquels s'est confronté le secteur de l'industrie par le passé dans le cadre de la défense des droits des entreprises nationales et des opérateurs économiques".

L'Algérie est devenue une destination de choix pour les investisseurs et les grandes firmes, estime le ministre, soulignant l'importance de l'accompagnement qu'offre le secteur de la Justice à tous les secteurs au vu de la dynamique algérienne en termes d'économie et d'investissement.

COMMUNICATION

Le secteur de la communication œuvre à améliorer la communication institutionnelle (ministre)

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a déclaré, vendredi à Bejaia, que son secteur œuvrait à améliorer la communication institutionnelle pour permettre au journaliste de fournir une information exacte au citoyen.

Intervenant sur les ondes de la radio locale "Radio Soummam", M. Bouslimani a souligné la nécessité de fournir une information exacte au citoyen pour faire face aux rumeurs, précisant que cela exige d'améliorer la relation entre le chargé de communication d'une institution et le journaliste.

Le journaliste accompagne le chargé de communication, a-t-il dit, ajoutant que son département s'emploie à sensibiliser les chargés de communication au niveau des wilayas, des ministères et des différentes institutions pour permettre à la presse de recueillir l'information à la source et lui conférer davantage de crédibilité en vue de gagner la confiance du citoyen.

"Le vide est à l'origine de la diffusion et de

la propagation de la rumeur et des fausses informations", a-t-il poursuivi, rappelant que durant la crise sanitaire de la Covid-19, le ministère de la Santé fournissait quotidiennement au citoyen des statistiques exactes concernant les cas d'infection, ce qui a permis de mettre un terme aux fausses statistiques.

Aujourd'hui, l'Algérie fait face à des cyberattaques massives, d'où l'importance de lutter contre les rumeurs et de renforcer la crédibilité de la presse, a-t-il souligné, ajoutant que "la presse doit être en première ligne pour défendre l'Algérie".

La presse doit avoir une action proactive pour faire face aux grands défis et promouvoir l'image de l'Algérie à l'étranger", a-t-il soutenu, soulignant que "la presse algérienne dispose de compétences qu'il faut exploiter d'une meilleure manière" dans ce sens. Dans ce contexte, le ministre a relevé que la presse nationale avait démontré à de nombreuses reprises sa capacité de relever

les défis, citant l'excellente qualité de la couverture médiatique des événements majeurs et importants tels que le Sommet arabe que l'Algérie a abrité en 2022, les défilés marquant la célébration du soixantenaire de l'indépendance et le Championnat d'Afrique des Nations pour les locaux (CHAN) qui se déroule actuellement. Concernant les sessions de formation organisées par le ministère de la Communication au profit de la presse nationale et de responsables de la communication dans des institutions, sur la communication institutionnelle, M. Bouslimani a annoncé que d'autres sessions sont prévues à Béchar et à Tlemcen après celles de Constantine, Tamanrasset et Béjaia. Au terme de ces sessions de formation, et après leur "évaluation profonde", un guide sera élaboré dans l'objectif d'améliorer la communication institutionnelle, afin de faciliter l'accès du journaliste à l'information institutionnelle, conclut le ministre.

BLIDA

Amoncellement de neige: la RN 37 reliant Blida à Chréa partiellement fermée

La route nationale RN 37 reliant Blida à la commune de Chréa a été partiellement fermée à la circulation ce vendredi en raison de l'amoncellement de neige, tout le long de cette route, a-t-on appris du président de l'APC de Chréa, Smaalia Samir.

"La RN 37 reliant Blida à Chréa a été partiellement fermée aux visiteurs de cette commune montagnaise touristique en raison de l'amoncellement des neiges en vue de protéger les citoyens et leurs biens et éviter d'éventuels accidents", a précisé le P/APC de Chréa à l'APS.

L'APC de Chréa s'attèle en coordination avec les services des travaux publics, les corps de sécurité et la protection civile à débloquent et ouvrir la route aux touristes venus des quatre coins du pays, a-t-il ajouté.

L'opération de déblocage de la route est en cours depuis ce matin, mais les chutes neige continuent et le brouillard "compliquent davantage cette tâche", a-t-il expliqué, mettant en avant les efforts des différents services qui se chargent de cette opération et ce depuis la semaine dernière, au début des intempéries.

Le Président de l'APC de Chréa a appelé, dans ce cadre, les citoyens à



éviter de se rendre dans cette région pendant les fortes chutes de neige et de se doter des équipements nécessaires comme les chaînes à neige.

Pour sa part, la direction locale de la protection civile a mobilisé un dispositif spécial pour le parc national de Chréa afin d'assurer l'accompagnement et protection aux tou-

ristes, appelant les usagers de la route à la prudence. Le groupement territorial de la gendarmerie nationale de Beni Merad (Blida) a, de son côté, lancé une campagne d'information en coordination avec la Sûreté de Ouled Yaich pour sensibiliser les usagers de la route aux dangers de la conduite en mauvais temps (neige, pluies...).

Biskra : Belmehdi présente ses condoléances à la famille du défunt Abdelkader Othmani cheikh de la zaouïa Ali Benamor de Tolga

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a présenté jeudi soir ses condoléances à la famille du défunt Abdelkader Othmani, cheikh de la zaouïa Ali Benamor de Tolga (Biskra) décédé mardi à l'âge de 94 ans suite à un malaise et remis à la famille du défunt la lettre de condoléances du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie s'est déroulée à la mosquée de la zaouïa en présence des membres de la famille du défunt, des cadres du ministère, des autorités locales, de chouyoukh, d'imams et d'étudiants de la zaouïa.

Dans son allocution à l'occasion, M. Belmehdi a

indiqué que "la peine nous affecte tous suite à la perte du cheikh Abdelkader Othmani qui fut un pilier pour le pays, un savant humble, un moudjahid, un militant et un exégète du Saint Coran avec des cours étalés sur 23 ans". Le cheikh a su sauvegardé le message de la science et de la religion dans la zaouïa et a contribué à la formation d'oulémas et d'imams, a ajouté le ministre qui a estimé que l'Algérie est attristée par le départ de ce savant et se souviendra de ce qu'il a fait pour le pays, affirmant qu'il a laissé des héritiers qui porteront le message et poursuivront son parcours au service de la science et sa mission noble.

Le nouveau cheikh de

la zaouïa Saad Othmani, qui a remercié les délégations présentant les condoléances, a assuré que la mission assumée par la zaouïa au service de l'enseignement coranique "sera maintenue comme elle l'a toujours été".

Abdelkader Othmani qui a pris la direction de la zaouïa Ali Benamor en 1966 est décédé à son domicile familial dans la zaouïa et a été inhumé mercredi dans le recueillement en présence d'une foule nombreuse. Le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, a adressé mardi un message de condoléances à la famille du défunt dans lequel il a écrit : "L'imam Sidi Abdelkader Othmani, un des vaillants fils de Tolga,

terre de savoir et de réforme, a été rappelé auprès de son Créateur après avoir voué sa vie aux sciences et au savoir, et veillé sur l'héritage de son père Cheikh El Hadj qui a préservé avec la ferveur des oulémas, la zaouïa de son grand-père Sidi Ali Ben Omar de Tolga".

"C'est avec une profonde affliction et des cœurs résignés devant la volonté d'Allah que nous avons appris la disparition de cet érudit soufi Rahmani, et l'un des éminents chouyoukh de la zaouïa de Tolga, une destination de tout temps prise des érudits, des savants, et des disciples qui y viennent s'abreuver aux sources des sciences", a affirmé le Président de la République.

BENI-ABBES

Merad rencontre des représentants de la société civile

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rencontré jeudi des représentants de la société civile de Beni-Abbes et a écouté leurs préoccupations liées à la situation du développement local dans cette nouvelle wilaya.

La rencontre du ministre avec des représentants de la société civile, des élus locaux et des opérateurs économiques publics et privés de Beni-Abbes, est venue au terme de sa visite de travail et d'inspection d'une journée dans la wilaya, au cours de laquelle il a inauguré plusieurs projets de développement et inspecté d'autres en réalisation.

Les préoccupations des représentants de la société civile sont liées notamment aux secteurs de santé, éducation, agriculture, tourisme et transport. Les intervenants qui ont

valorisé les efforts de l'Etat en matière de développement de cette nouvelle wilaya ont souhaité que les lacunes enregistrées soient prises en charge par les autorités compétentes.

M. Merad a affirmé que "l'Etat contribuera pour que cette wilaya du sud-ouest du pays, aux nombreuses potentialités agricoles, minières et touristiques, soit davantage développée dans le seul souci de l'amélioration du cadre de vie des citoyens et de l'exploitation de ses potentialités qui auront à l'avenir un impact direct sur le développement socio-économique de cette collectivité locale qui compte dix (10) communes".

Assurant les citoyens que "les efforts de l'Etat se poursuivront pour soutenir cette wilaya jusqu'à la réalisation d'un envol économique à la hauteur de ses potentialités et

aspirations de ses habitants", le membre du gouvernement a salué le rôle de la société civile, qui passe pour être le catalyseur du développement local, de même qu'elle constitue un "trait d'union entre le citoyen et les institutions de l'Etat".

Pour le ministre, "la société civile est une force de proposition, qui peut réellement contribuer au développement local dans le cadre de la démocratie participative".

Auparavant, le ministre avait précédé au chef lieu de wilaya à l'inauguration du nouveau siège de la trésorerie de wilaya, et a visité aussi le siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), récemment réalisé, avant de donner le coup d'envoi du chantier de réalisation, avec un coût de 220 millions de DA, d'une micro-zone d'activités pouvant abriter une soixantaine d'activités économiques et industrielles.

OUARGLA

Formation professionnelle : adopter une vision sectorielle prospective pour couvrir les besoins de la région (Merabi)

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a appelé, jeudi depuis la wilaya de Ouargla, à l'impératif d'adopter une vision sectorielle prospective pour couvrir les besoins de cette région.

Inspectant des structures de formation dans le cadre d'une visite de travail à la wilaya de Ouargla, le ministre a relevé "l'impératif d'adopter une vision prospective pour permettre au secteur de couvrir les besoins de cette région qui détient de grands atouts, notamment pour ce qui est de la formation spécialisée dans certains domaines, à l'instar des énergies renouvelables".

M. Merabi a rappelé, dans ce sens, que la 3e Conférence des ministres et responsables de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle dans le monde arabe tenue récemment en Algérie "avait donné aux arabes une autre vision de l'Algérie qui a franchi des pas importants en matière de formation professionnelle".

Cette avancée requiert l'adoption d'une vision sectorielle prospective qui dépasse le niveau local pour viser les niveaux national, africain et arabe, a-t-il souligné.

Il a, dans le même contexte, annoncé que le secteur s'appropriait à recevoir des stagiaires de différentes nationalités africaines au titre de la prochaine rentrée professionnelle.

Le ministre a, par la même, fait état d'un jumelage pédagogique dans la spécialité du froid entre le Centre de formation professionnelle Chenine-Kaddour et l'Institut national spécialisé en formation professionnelle (INSFP) du froid à Bir Mourad Rais (Alger), en sus de la transformation du centre de formation professionnelle en cours de réalisation à la cité de Bamendil au chef-lieu de wilaya à un centre de formation professionnelle en hôtellerie et tourisme.

La wilaya d'Ouaragla soutiendra cette année les innovations des jeunes du secteur, à travers l'organisation, en février prochain dans la même wilaya, de la 3e édition du Salon national de l'innovation, a-t-il ajouté.

Le secteur s'est engagé dans le domaine de la numérisation pour réaliser l'efficacité, développer la performance des diplômés du secteur et numériser la profession, à l'effet de rapprocher les services du citoyen et des entreprises économiques.

M. Merabi a inspecté, à l'entame de cette visite, en compagnie des autorités de wilaya, plusieurs ateliers de formation organisés à l'Institut de l'enseignement professionnel (IEP- Chahid Allaoui Mohamed) au chef-lieu de la wilaya, avec la participation de centres et d'instituts de formation professionnelle, lors desquels les activités de ces établissements de formation ont été vulgarisées, en sus de l'organisation d'un pavillon dédié à l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM).

Le ministre a mis en exergue l'importance des programmes de jumelage entre les établissements de formation à travers le pays, en vue d'assurer une meilleure formation au profit des stagiaires.

La délégation ministérielle a suivi, au Centre de formation professionnelle réalisé en partenariat avec le Groupe Sonatrach et qui relève de l'Institut algérien du pétrole (IAP), des explications autour de l'activité du centre qui dispose de trois ateliers, dont deux pour le soudage des pipelines et gazoducs.

Le centre compte actuellement 40 stagiaires qui poursuivent une formation en soudure pour une période qui s'étalent sur 6 mois pour chaque promotion.

M. Merabi s'est rendu, dans le cadre sa visite, à la localité de Bmanedil (Ouargla Ouest) pour s'enquérir de l'avancement d'un projet de réalisation d'un centre de formation (330 places pédagogiques).

Selon la fiche technique du projet, le centre est composé de 10 ateliers, 10 classes, un atelier de maintenance, un dortoir (20 lits) en plus d'un amphithéâtre de 150 places.

À la nouvelle ville de Hassi Messaoud, le ministre a inspecté également le projet d'un centre de formation professionnelle en cours de réalisation (95%) qui dispose de huit (8) ateliers, quatre (4) salles spécialisées, un dortoir (120 lits) et une cantine (200 repas).

À l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP) de Hassi Messaoud, le ministre a suivi un exposé sur l'offre de formation que dispense l'entreprise aux apprentis du secteur. Lors de cette visite, une convention a été signée entre la société Bergerac spécialisée dans la maintenance et la réparation des différentes machines et le secteur de la formation professionnelle à la wilaya portant formation des apprentis par cette firme.

M. Merabi s'est rendu au terme de sa visite au centre de formation professionnelle de la société "Petrofac" à Hassi Messaoud, où il a pris connaissance des domaines d'apprentissage.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (AAPI) 852 projets d'investissement enregistrés

Le nombre des projets d'investissement enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'élève à 852 projets, contre 31 enregistrés par le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers relevant de l'agence, a indiqué vendredi le Directeur général de l'agence, Omar Rekkache.

Dans une déclaration à la presse en marge d'un séminaire international sur "le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges" tenu au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif-Rahal, M. Rekkache a précisé que "852 projets d'investissement ont été enregistrés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement le 1er novembre 2022, jusqu'au 19 janvier". 152 projets d'investissement sont actuellement à l'étude, a-t-il fait savoir, précisant que les certificats d'enregistrement seront délivrés, cette

semaine, aux investisseurs. Le nombre des projets enregistrés au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers s'est élevé à 31 projets, parmi lesquels figurent 24 projets en partenariat entre algériens et étrangers, dont 10 concernent des investissements directs étrangers (IDE), a-t-il indiqué. Le nombre des projets légués à l'AAPI par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) s'élève à quelque 5.000 projets en cours de réalisation, a fait savoir le DG de l'AAPI, précisant que ses services veulent



à accompagner les personnes en charge de ces projets pour accé-

léner leur mise en exploitation. Le portefeuille des investissements

qui relevaient de la compétence du Conseil national de l'investissement (CNI) comprend 64 projets structurants en cours de réalisation, précise M. Rekkache. Dans sa nouvelle stratégie, l'Etat accorde une importance majeure à de nombreux grands projets destinés à l'ensemble des secteurs, particulièrement ceux portant une valeur ajoutée et contribuant au développement régional équilibré, a-t-il dit, précisant que la part du lion revient au secteur de l'industrie, notamment l'industrie manufacturière, l'agroalimentaire et autres.

FINANCE

Tenue à Alger du Sommet de la fintech et de l'e-commerce les 18 et 19 février prochain

La première édition du Sommet de la fintech et de l'e-commerce en Algérie, "Algeria fintech & e-commerce summit", se tiendra les 18 et 19 février prochains à Alger, ont indiqué les organisateurs de cette manifestation dans un communiqué.

Cette rencontre se tiendra sous le parrainage le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, le ministre de la Numérisation et des Statistiques et du ministre de la Poste et des Télécommunications, en partenariat avec le Groupement algérien des acteurs du numérique "GAAN" et le Groupement d'intérêt économique "GIE-Monétique", fait savoir la même source.

L'événement qui se tiendra au Centre international de conférences (CIC), a pour objectif principal de "participer au développement de l'activité de l'e-commerce et le paiement en ligne en Algérie ainsi que de contribuer de manière significative aux ob-

jectifs du gouvernement en la matière", soulignent les organisateurs. Le sommet qui se veut un "espace pour un débat constructif autour des sujets d'actualité fintech et e-commerce", ambitionne aussi d'"offrir l'opportunité de tisser des liens privilégiés avec de potentiels partenaires et clients", ajoute le communiqué. Cet événement est dédié à toutes entités privées ou publiques faisant partie de l'écosystème de la technologie financière et du commerce en ligne y compris les institutions financières, les banques, les assurances, les web-marchands, les startups, les hébergeurs, les prestataires de services de livraison et de logistique. Des conférences et des ateliers pratiques autour de différentes thématiques liées à la fintech seront organisées au cours de cet événement pour lequel les organisateurs prévoient la participation de plus de 50 conférenciers, 100 exposants et plus de 2700 visiteurs.

SONATRACH

Hakkar s'enquiert de l'état d'avancement des projets gaziers au sud-ouest du pays

Le président directeur général (PDG) de Sonatrach, Toufik Hakkar s'est enquis vendredi, dans le cadre d'une visite d'inspection, de l'état d'avancement des travaux de développement et d'exploitation des champs gaziers dans la région Sud-ouest à Timimoun, selon un communiqué du groupe.

M. Hakkar s'est rendu à la tête d'une délégation au site du projet de traitement du gaz (CPF) à Hassi Tidjerane dont le taux de réalisation avoisine les 99%, l'entrée en service de cette structure d'une capacité de 4 millions m3 de gaz/jour étant pré-

vue au premier trimestre 2023. Le PDG du Groupe a reçu des explications sur les différentes unités du complexe ainsi que les opérations qui entreront dans la phase expérimentale, avant son entrée en service officielle, a précisé la même source, ajoutant que M. Hakkar a procédé également à la mise en marche d'une des pompes de cette structure. Le CPF comprend deux chaînes de production d'une capacité de 2 millions m3/jour chacune conformes aux normes HSE, rappelle-t-on. Il y a lieu de noter que les trois nouveaux centres de traitement du gaz

, à savoir Hassi Tidjerane, Tinerkouk et Hassi Bahamou s'inscrivent dans le cadre des projets du groupe Sonatrach ayant pour objectif d'augmenter ses capacités de production du gaz naturel autour de 12 millions m3/jour. Pour ce faire, Sonatrach a fait appel à plusieurs sociétés algériennes en vue de réduire les coûts de réalisation et de favoriser les opérateurs locaux, ajoute le communiqué. La visite a permis au ministre d'inspecter la nouvelle base de vie à Hassi Tidjerane où il a sillonné ses différentes structures avant son entrée en service.

EL TARF

Première tranche de plus de 3 milliards DA allouée à la réalisation de 45 opérations de développement

Une enveloppe financière de plus de 3 milliards DA a été allouée comme une première tranche pour la réalisation de 45 opérations de développement dans la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris jeudi du chef de l'exécutif local Harfouche Benarar. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que parmi les importantes opérations dont a bénéficié la wilaya au titre de l'année en cours 2023 figurent celles destinées au secteur de l'éducation, détaillant qu'il s'agit des projets de la réalisation de 4 groupes scolaires aux communes d'El Besbès, Chebita Mokhtar, Ben M'hidi et d'El Tarf, en plus de l'étude de la réalisation de 4 collèges d'enseignement moyen CEM à la localité d'Oued El Hout (Remal Soug), Ben M'hidi, El Tarf et de Chebita Mokhtar ainsi que la réalisation d'un CEM à la commune de Chebita Mokhtar et un nouveau lycée au chef-lieu de wilaya. Selon le même responsable, la consistance des projets destinés au secteur de l'éducation confirme le grand intérêt accordé par les autorités locales en vue d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

Parmi les opérations devant être lancées également, le même responsable a cité l'aménagement de l'église d'El Kala et sa conversion en un musée pour un budget de 100 millions DA, la mise à niveau du stade

communal de Ben M'hidi et la réalisation de 7 bassins de natation (piscines) et une salle de sport à la commune Bouteldja en plus de l'aménagement des pistes forestières pour un investissement de 80 millions DA compte tenu de la nature géographique de la wilaya et l'aménagement de l'institut de formation professionnelle de Bouhdjar (40 millions DA) et le renforcement de la route nationale RN44 pour un budget de 420 millions DA.

Le même responsable a fait état également de l'alimentation de la commune enclavée Echafia et ses 5 mechtas en eau potable à partir du barrage Bounamoussa pour un budget de 520 millions DA et l'aménagement des polycliniques et l'acquisition de 3 ambulances pour un investissement de 50 millions DA. Le chef de l'exécutif local a rappelé que le taux de la réalisation sur le terrain du programme de prise en charge des habitants des zones d'ombre d'El Tarf a dépassé les 90%, ajoutant qu'il a touché 192 régions avec un total de 300 opérations dont la majorité ayant trait à l'amélioration des conditions de vie comme l'alimentation en eau potable, et en gaz et le raccordement au réseau d'assainissement, le bitumage des routes et le désenclavement.

APS

DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DU CUIR ET TEXTILE Des assises nationales les 30 et 31 janvier en cours (ministère)

Le ministère de l'Industrie organise les 30 et 31 janvier courant au Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger), les assises nationales sur l'état et les perspectives de développement de l'industrie du cuir et du textile, indique samedi un communiqué du ministère. Ces assises nationales verront la participation des "principaux opérateurs actant sur la scène nationale dans le domaine de l'industrie du cuir et du textile, ainsi que les représentants de tous les secteurs ministériels, des organes concernés et des experts", a précisé le communiqué. L'organisation de ces assises intervient après une série de rencontres locales tenues par la Commission nationale stratégique multisectorielle interministérielle du cuir et du textile visant à sensibiliser les opérateurs à la nécessité d'adhérer aux efforts du ministère tendant à organiser les chaînes de valeur de ces filières industrielles, à réhabiliter le produit national et à améliorer sa compétitivité et sa qualité afin de satisfaire les besoins du marché national et créer une valeur ajoutée et des emplois". Ces assises nationales verront aussi l'organisation de trois ateliers thématiques en vue de débattre de thématiques liées à la matière première, sa collecte et son traitement, le renforcement de la compétitivité du produit national, sa promotion et protection conformément aux normes en vigueur. Il s'agira en outre de l'examen des modalités d'adaptation des offres de formation professionnelle, ainsi que la régulation de l'importation, les moyens d'exportation, le contrôle de qualité et les méthodes de traitement du phénomène du marché parallèle.

Les assises seront couronnées par des recommandations et des conclusions devant constituer les grands axes de la Stratégie nationale de relance de ces filières industrielles importantes.

Le ministère de l'Industrie organisera, en marge de ces assises, une exposition du produit national des industries du cuir et du textile à laquelle participeront les principales entreprises nationales du domaine, conclut le communiqué.

BOUMERDES

Le parc industriel de Larbatache bientôt "fin prêt" (ministère)

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a déclaré, jeudi à partir de Bumerdes, que les opérations d'aménagement et de raccordement du parc industriel de Larbatache aux différents réseaux, prendront fin "prochainement". Les opérations d'aménagement et de raccordement du parc industriel de Larbatache "prendront fin prochainement", a déclaré le ministre à la presse en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya. La mise en service de cette zone industrielle vitale pour la wilaya de Bumerdes et ses wilayas limitrophes "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République visant à faire de l'année 2023 une année économique par excellence, à travers la réalisation des investissements programmés dans divers domaines". A cette occasion, M. Zaghdar a appelé les investisseurs de cette région à "accélérer la réalisation de leurs investissements" et à "remporter le pari de créer 25.500 postes d'emplois" dans la région de Larbatache. Mettant en garde ceux qui accusent un retard dans la réalisation de leurs projets, le ministre a précisé qu'à ce jour, 2308 hectares de foncier industriel ont été récupérés à travers tout le territoire national auprès d'investisseurs qui ont tardé à réaliser leurs projets industriels. Il a, en outre, révélé que son département ministériel œuvrait actuellement avec le ministère des Finances à "faire de l'année 2023 celle de concrétisation des projets d'investissement, conformément au nouveau système juridique en cours d'élaboration en vue de conférer davantage de transparence à l'opération de distribution du foncier industriel, en le soumettant à la loi sur l'investissement". Pour ce faire, le ministre a indiqué que la liste des bénéficiaires sera publiée sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ou encore le guichet unique destiné à faciliter l'ensemble des opérations d'investissement à travers le pays. Il a, par ailleurs, souligné que la région de Larbatache compte parmi les six zones industrielles du pays dont son département ministériel a été chargé de suivre la réalisation, à l'instar de la zone de Beni Tamou de la wilaya de Tlemcen et la zone d'El Kseur de la wilaya de Bejaia, réceptionnées fin 2022. La zone industrielle de Larbatache s'étend sur une surface de 137 hectares, répartie en quatre branches industrielles et 258 lots dont 204 devant accueillir 145 projets dont 31 en cours de réalisation.

MONNAIES

Le dollar évolue peu face à l'euro

Le dollar évoluait peu face à l'euro vendredi, les deux devises attendant les décisions de politique monétaire des deux côtés de l'Atlantique de la semaine prochaine, avec plus de hausses signalées attendues en zone Euro.

Le billet vert cédait 0,08% à 1,0883 dollar pour un euro, au lendemain d'un nouveau plus bas depuis avril 2022 à 1,0929 dollar. "Nous devons désormais attendre les décisions de banques centrales de la semaine prochaine", prévient des analystes chez Commerzbank. L'anticipation d'un signal clair de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur le ralentissement des hausses de ses taux, alors que la Banque centrale européenne



(BCE) devrait rester plus déterminée à durcir sa politique monétaire, pèse sur le dollar.

Aux Etats-Unis, "l'inflation a ralenti en décembre", rappellent des analystes du marché financier, ce qui limite la pression sur la Fed pour continuer à remonter ses taux. Et en Europe, ont-ils souligné, les perspectives de la zone euro se sont améliorées", ce qui "laisse plus de marge de manœuvre à la BCE" pour durcir sa politique.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or à près de 1.928 dollars l'once

Les prix de l'or ont peu changé vendredi en se stabilisant à près de 1.928 dollars l'once alors que les traders attendaient les données sur l'inflation américaine, attendues plus tard dans la journée, pour évaluer la position de la Réserve fédérale sur de nouvelles hausses des taux d'intérêt.

L'or au comptant était stable à 1.927,99 dollars l'once, tandis que les contrats à terme sur l'or américain étaient en baisse de 0,1% à 1.928,30 dollars. Les investisseurs attendent maintenant les données sur les dépenses de consommation personnelles (PCE) américaines, la mesure d'inflation préférée de la Fed, pour des indices sur la voie à suivre par la banque centrale.

Les traders sont en mode attentiste, a déclaré Yeap Jun Rong, stratège d'IG Market, ajoutant qu'une surprise à la baisse de l'inflation pourrait indiquer une Fed moins belliste, ce qui pourrait entraîner des mouvements à la hausse à plus long terme des prix de l'or.

L'argent au comptant a chuté de 0,2% à 23,86 dollars l'once. Le platine a perdu 0,4% à 1.013,88 dollars et le palladium a également glissé de 0,4% à 1.670,87 dollars. Les deux métaux se dirigeaient vers une troisième semaine consécutive de baisse.

ELECTRICITÉ

La Norvège réduirait ses exportations vers l'Europe en cas de risque de pénurie

La Norvège, généralement un important fournisseur d'électricité pour l'Europe, pourra réduire ses exportations en cas de baisse prononcée de ses réservoirs hydroélectriques, a annoncé le gouvernement vendredi. Tirant la quasi-totalité de son électricité de ses quelque 1.700 installations hydroélectriques, le pays scandinave est très dépendant du niveau de précipitations pour faire tourner son économie, se chauffer et ses transports, étant notamment un champion de la voiture électrique. Pour se protéger contre les risques de rationnement, le gouvernement a présenté vendredi des mesures qui pourraient passer par une baisse des livraisons d'électricité vers l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Finlande en cas de baisse critique du niveau des retenues d'eau du pays. "Dans les circonstances les

plus extrêmes, on pourra fixer des limites pour les connexions avec l'étranger", c'est-à-dire les câbles qui relient le réseau électrique norvégien à celui des pays européens, a déclaré le ministre du Pétrole et de l'Energie, Terje Aasland, lors d'une conférence de presse.

"Il s'agit d'un outil puissant qui pourra être envisagé quand il y aura un vrai risque de rationnement pour les ménages et/ou les groupes norvégiens", a-t-il expliqué. Si elle n'est pas membre de l'Union européenne, la Norvège y est étroitement associée via son appartenance à l'Espace économique européen (EEE), qui prévoit la libre circulation des services et marchandises, y compris l'électricité, entre Etats membres. Les mesures envisagées sont "conformes aux règles de l'EEE", a assuré M.Aasland. En réponse, l'Autorité de surveillance européenne ESA a fait

savoir que "toute mesure qui pourrait conduire à des restrictions sur le marché domestique de l'énergie de l'EEE est inquiétante". "L'ESA évaluera attentivement les mesures envisagées (par Oslo) et initiera un dialogue avec la Norvège à leur sujet", a indiqué son porte-parole, Jarle Heland à la presse. Le gouvernement norvégien propose aujourd'hui d'inscrire dans la loi la responsabilité des producteurs d'électricité en matière de sécurité d'approvisionnement, de les obliger à développer des stratégies à cette fin, et surtout de donner la possibilité aux autorités de s'immiscer dans la gestion des ressources d'eau en cas de risque de pénurie. En 2021, la Norvège avait exporté un record de 25,8 TWh. Après déduction de ses importations, ses exportations nettes s'étaient élevées à 17,6 TWh, selon l'Institut national de statistique SSB.

AFRIQUE DU SUD

280 millions d'euros de subventions de l'UE pour la transition verte

L'Union européenne (UE) a annoncé vendredi qu'elle apporterait plus de 280 millions d'euros (303 millions de dollars) en subventions à l'Afrique du Sud, pour l'aider à verdifier son économie dépendante du charbon. "Ensemble avec l'Afrique du Sud, nous nous engageons sur la voie de la décarbonation", a déclaré, selon un communiqué de l'UE, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, actuellement à Pretoria pour des entretiens. Le versement de subventions répond à la critique récurrente des pays en développement, dont Pretoria, que l'aide des pays riches dans la lutte contre le réchauffement climatique prend généralement la forme de prêts, non de

subventions. Une partie des fonds ira à la reconversion des centrales au charbon sud-africaines. Le pays, l'un des 12 plus gros pollueurs au monde, produit environ 80% de son électricité à partir du charbon. La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen, également en Afrique du Sud vendredi, a de son côté rappelé que Washington avait promis un milliard de dollars dans le cadre du programme "Just Energy Transition Partnership". Elle a détaillé cet engagement lors d'une visite dans la province de Mpumalanga (est), plaque-tournante de l'extraction du charbon et forte émettrice de gaz à effet de serre.

ESPAGNE

La croissance a atteint 5,5% en 2022

La croissance économique a atteint 5,5% l'an dernier en Espagne, grâce à une consommation des ménages dynamique et à une forte hausse des investissements, selon une première estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (INE).

Ce chiffre, atteint dans un contexte de fortes tensions inflationnistes, est identique à celui enregistré en 2021 et nettement supérieur à l'objectif du gouvernement espagnol qui anticipait 4,4% de croissance. Il est proche en revanche du niveau attendu par le Fonds monétaire international (FMI), qui avait rehaussé mi-janvier sa prévision à 5,2%, en raison d'un rebond plus fort que prévu dans le secteur touristique après deux ans de crise sanitaire. Selon l'INE, la forte croissance de 2022 s'explique par les bons résultats du printemps: entre avril et juin, le produit intérieur brut (PIB) de la quatrième économie de la zone euro a ainsi grimpé

de 2,2%, grâce à une consommation des ménages soutenue.

Cela a permis de compenser le net ralentissement de l'activité auquel a été confrontée l'Espagne en fin d'année (+0,2% au troisième et au quatrième trimestres), dans le sillage de l'ensemble des économies européennes, confrontées à une flambée des prix à la consommation.

En Espagne, l'inflation a atteint 8,4% en moyenne annuelle l'an dernier, avec un pic à 10,8% en juillet, selon l'INE. Elle a néanmoins fortement ralenti ces derniers mois, pour atteindre 5,7% fin décembre, soit l'un des plus faibles chiffres de la zone euro. L'Espagne "a fait preuve de résilience face aux vents contraires", a ainsi récemment salué la ministre de l'Economie Nadia Calviño, en rappelant que la croissance espagnole se situait "bien au-dessus" de la moyenne européenne, attendue à 3,3% par Bruxelles. Selon Madrid, cette

dynamique devrait permettre à l'Espagne de conserver une croissance solide cette année, bien qu'en net recul par rapport à 2022 (prévision de 2,1%). Cette hypothèse est cependant jugée optimiste par la plupart des organismes économiques, à l'image du FMI, qui parie

sur 1,1%. L'économie espagnole a été l'une des plus touchées par les conséquences de l'épidémie de Covid-19, avec un recul historique de son PIB de 10,8% en 2020. D'après le FMI, elle ne devrait pas retrouver son niveau d'avant-crise avant 2024.

PÉROU

Le tourisme a perdu 5,7 millions d'euros par jour (ministère)

Le secteur touristique au Pérou a perdu 5,7 millions d'euros par jour ces derniers mois, en raison de la crise politique que traverse le pays, a annoncé le ministre péruvien du Commerce et du Tourisme. Entre juin 2022 et fin janvier, les pertes "s'élevaient à 25 millions de soles par jour (5,7 millions d'euros) dans le seul secteur du tourisme", a relevé devant la presse le ministre Luis Fernando Helguero.

La présidente par intérim Dina Boluarte dirige le Pérou depuis la destitution le 7 décembre par le Parlement de Pedro Castillo, provoquant de violentes manifestations qui ont fait au moins 46 morts. Les manifestants réclament le départ de Mme Boluarte et l'organisation de nouvelles élections. Son mandat devait courir jusqu'en 2026, soit au terme du mandat qu'aurait dû accomplir son prédécesseur.

Cinq aéroports ont été fermés dans le sud du pays, dont celui de Cuzco, point d'accès au site inca du Machu Picchu, le joyau touristique du Pérou. Désormais, Cuzco est une ville désolée, la plupart des hôtels et restaurants sont fermés, affectés par des pénuries de carburant et de certaines denrées alimentaires provoquées par des blocages de routes dans tout le pays. De nombreux touristes sont restés bloqués plusieurs jours autour du Machu Picchu. Selon le ministre, jusqu'à 85% des forfaits de voyage vendus ont dû être annulés. La présidente du Pérou a déclaré vouloir avancer les élections à décembre 2023, et sortir le pays "du bourbier dans lequel nous sommes". Elle a souligné que, dès que le Parlement déciderait d'avancer les élections, "nous, au sein de l'exécutif, demanderons immédiatement ces élections". "Personne n'a intérêt à s'accrocher au pouvoir (...) Je n'ai aucun intérêt à rester à la présidence. Si je suis ici, c'est parce que j'ai assumé ma responsabilité constitutionnelle et nous serons ici jusqu'à ce que le Parlement (...) convoque des élections", a-t-elle ajouté.

FMI

Une équipe ira au Pakistan pour négocier le déblocage d'une aide

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé l'envoi la semaine prochaine d'une équipe au Pakistan pour négocier le déblocage d'une aide financière vitale pour ce pays, aux prises avec une grave crise de change qui a entraîné une baisse drastique des importations. Le FMI a annoncé jeudi dans un communiqué qu'une de ses équipes arriverait mardi à Islamabad pour tenter de s'accorder sur le déboursement d'une nouvelle tranche d'aide financière. Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, en commentant cette annonce vendredi dans la capitale, a dit avoir bon espoir qu'un accord puisse être signé très rapidement. "Le Pakistan est à un tournant où nous nous évertuons à économiser chaque centime", a-t-il déclaré, ajoutant qu'une liste des produits absolument indispensables à importer prioritairement avait été établie. Les discussions avec le FMI portent sur la reprise des versements d'un prêt échelonné de 6 milliards de dollars, accordé en 2019 et porté ultérieurement à 7 milliards. Seulement la moitié de cette somme a pour l'instant été versée.

La visite du FMI a été rendue possible par la décision du gouvernement de renoncer à intervenir sur le marché des changes pour garder la monnaie nationale artificiellement surévaluée. Ce revirement a entraîné la baisse de la roupie à un plus bas historique jeudi et celle-ci continuait à se déprécier face au dollar vendredi. La Banque centrale pakistanaise a annoncé jeudi une nouvelle baisse de ses réserves de change, qui s'élevaient désormais à 3,7 milliards de dollars, à peine de quoi couvrir trois semaines d'importations. En raison de la pénurie de dollars, les banques refusent d'ouvrir de nouvelles lettres de crédit pour les importateurs, et des milliers de conteneurs remplis de denrées alimentaires essentielles, de matières premières et d'équipements médicaux sont bloqués dans le port de Karachi. L'économie pakistanaise a aussi été affaiblie par les inondations dévastatrices de l'été dernier et par des difficultés d'approvisionnement énergétique qui ont entraîné la fermeture d'usines, notamment dans le secteur crucial du textile.

MÉDÉA

Plus de 250 tonnes de produits alimentaires acheminés vers les zones enclavées

Plus de deux cent cinquante (250) tonnes de semoule et de farine ont été acheminées vers les zones enclavées de la wilaya de Médéa durant cette période d'intempéries, a-t-on appris vendredi auprès de la direction locale du commerce et de la promotion des exportations.

Plusieurs caravanes ont été organisées, jeudi et vendredi, dans le cadre de cette opération destinée à faciliter l'approvisionnement des résidents des villages et hameaux enclavés qui ont des difficultés de déplacement vers les agglomérations urbaines pour s'approvisionner en denrées alimentaires de base, a-t-on fait savoir.

Selon la direction du commerce, cent soixante (160) tonnes de farine, quatre-vingt-dix (90) tonnes de semoule et plus de quinze mille (15000) litres d'huile ont été acheminés vers les zones enclavées des communes de Si-Mahdjoub, Ouzera, Ouamri, Azziz, Derrag, Ouled-Hellal et Ouled Antar pour être vendus sur place au prix du producteur.

Le but de l'opération est d'assurer un service de proximité au profit des habitants et leurs éviter de faire de longs et coûteux déplacements pour effectuer leurs achats, a indiqué la même source.

D'autres caravanes sont programmées pour les prochains jours et toucheront des zones d'ombre et enclavées afin de garantir leurs approvisionnement en produits alimentaires de base, a-t-on signalé.

BATNA

Saisie de près de 73 quintaux de semoule destinée à la spéculation

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Ras El Aioun (Batna), ont saisi près de 73 quintaux de semoule, destinée à la spéculation (290 sacs de 25 kg), a-t-on appris vendredi auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

selon un communiqué émanant du même corps, l'opération, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la spéculation de produits alimentaires de large consommation, a permis d'arrêter un jeune de 27 ans à bord de son camion.

La perquisition du camion, a permis la découverte de 120 sacs de semoule d'une capacité de 25 kg chacun, avec un total de 30 quintaux, a révélé le même document. L'enquête engagée a montré que le propriétaire de ce camion, ne dispose pas d'une autorisation pour exercer cette activité, a-t-on précisé.

La même source, a indiqué que la poursuite de cette enquête a permis d'identifier et d'arrêter la deuxième personne mise en cause âgée de 34 ans, dans la commune d'Ain Azel, dans la wilaya voisine de Sétif, propriétaire d'un entrepôt totalisant 170 sacs de semoule d'une capacité de 25 kg chacun, soit une quantité de 42,5 quintaux et cela en application des procédures en vigueur.

La marchandise saisie a été acheminée vers la direction des domaines, dans la commune de Merouana, tandis que les personnes mises en cause ont été présentées devant la justice, a-t-on ajouté.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 4 morts et 182 blessés ces dernières 48 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 182 autres ont été blessées dans 194 accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, la Protection civile déplore le décès de 3 personnes par inhalation de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles: un homme âgé de 72 ans à Oum El-Bouaghi, un homme de 61 ans à Oran et un homme de 61 ans à Tizi-Ouzou. Les secours de la Protection civile ont prodigué, en outre, des soins de première urgence à 130 personnes incommodes par le même gaz toxique émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à

travers plusieurs wilayas du pays. Quarante-neuf (49) personnes sont décédées par asphyxie au monoxyde de carbone depuis le début de janvier, alors que 610 autres ont été secourues, rappelle la même source. Concernant les interventions liées aux intempéries, les unités de la Protection civile ont dégagé 144 véhicules coincés sur les routes suite aux chutes de neiges et secouru 282 passagers à leur bord dans les wilayas de Jijel, Batna, Médéa, Bouira et Khencela. A Jijel, les éléments de la Protection civile ont assisté une femme coincée par la neige lors de son accouchement dans la commune d'Ouled Rabah.

La mère et le bébé sont en bonne santé, indique la même source.

TOURISME SAHARIEN

La Saoura, une destination privilégiée (Professionnels)

Considérée comme une destination privilégiée des touristes nationaux et étrangers, la région de la Saoura a, ces dernières années, mis à profit ce statut pour favoriser un développement économique et social durable en s'appuyant sur le secteur touristique, créateur de richesse et pourvoyeur d'emplois, ont estimé des professionnels et opérateurs du secteur du tourisme de l'artisanat à Bechar.

Le succès de la destination Saoura est corroboré par les milliers de touristes nationaux qui ont séjourné dans la région, depuis le début de la saison du tourisme saharien, coïncidant notamment avec les vacances scolaires et les fêtes de fin d'année, ont-ils souligné.

Le flux touristique national et international peut avoir un impact financier considérable pour les opérateurs et autres professionnels du tourisme activant dans la Saoura qui possède des atouts touristiques importants, a-t-on ajouté. "Les potentialités touristiques naturelles de la Saoura ainsi que la générosité de sa population sont à l'origine du succès touristique et de l'engouement que connaît cette destination auprès des touristes", a affirmé Mohamed Nador, l'un des doyens des guides touristiques à Taghit.

La région dispose de nombreux sites fabuleux, dont certains non encore exploités, surtout ceux relevant des communes de Lahmar, Boukais et Mougheul et Beni-Ounif, ont indiqué des cadres de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Ces potentialités naturelles constituent un facteur d'attractivité pour l'industrie tou-



ristique, a-t-on indiqué, précisant que la DTA s'engage à encourager les opérateurs économiques, publics et privés, à investir dans les différents créneaux économiques, notamment au niveau des zones à vocation touristique, à l'image de Taghit.

De nouvelles structures hôtelières

"Le renforcement des capacités d'accueil à Taghit a contribué à la promotion de la destination Saoura, tout au long de la saison du tourisme saharien", a affirmé son P/APC, Mohamed Chkifi.

Il s'agit, entre autres, d'un nouvel hôtel de 122 chambres

totalisant 244 lits, implanté dans la localité de Zaouia El-Fougania, a fait savoir le même responsable, précisant que ce dernier est le fruit d'un investissement privé de plus de 300 millions de DA, venu en renfort à l'hôtel Saoura, qui fait partie du groupe hôtelier public El-Djazair.

L'hôtel Saoura est composé de 57 chambres standard à vocation double, avec deux suites et deux x chambres pour personnes à mobilité réduite, ainsi que d'autres établissements d'hébergement privés répondant aux standards nationaux en matière hôtelière et la soixantaine d'opérateurs touristiques relevant de la formule touristique

"Tourisme Chez l'habitant", figure parmi les activités touristiques rentables, a-t-il expliqué. "Depuis le début de la saison du tourisme saharien, qui s'étale du mois d'octobre à avril, nous avons enregistré le séjour dans nos structures d'accueil des touristes nationaux ainsi que d'autres étrangers de différentes nationalités", a fait savoir Mohamed Benamar, responsable local à l'Office national du tourisme (ONAT).

Ces touristes se sont déclarés satisfaits de leurs séjours dans la Saoura et des prestations fournies par l'ONAT au niveau de nos structures d'accueil, à savoir les villages touristiques de Taghit (Bechar) et Touzdit (Beni-Abbes), estime M. Benamar.

Les visiteurs de la Saoura peuvent profiter de diverses activités, dont des circuits à dos de dromadaires, des visites guidées au vieux ksar de Bechar, classé au registre du patrimoine culturel national, la palmeraie luxuriante millénaire située sur les rives de l'oued Zousfana, au site des gravures rupestres de Berrebi.

En outre, ils peuvent s'adonner à la pratique du ski sur sable sur les vastes et longues dunes de l'Erg occidental.

CONSTANTINE

Sauvetage d'une famille bloquée par la neige à la zone montagneuse de Sidi Idriss à Beni H'midene

Une famille composée de quatre (4) femmes, dont l'âge varie entre 36 et 70 ans, bloquée par la neige à la zone montagneuse de Sidi Idriss, sur les hauteurs de la commune de Beni H'midene, (wilaya de Constantine) a été sauvée, vendredi, par les services de la protection civile, a-t-on appris auprès de la direction locale de ce secteur.

Alertés par des citoyens et des services de la gendarmerie nationale, les éléments des unités secondaires de la protection civile des communes de Zighoud Youcef et de Hamma Bouziane, sont intervenus afin de sauver cette famille coincée dans une baraque, située dans cette zone rurale complètement isolée,

avec les limites de la wilaya de Skikda, a précisé le responsable de la cellule de l'information et de la communication à la direction de wilaya de la protection civile constitué, le commandant Abderahmane Lagraâ.

Les membres de cette famille se sont retrouvés dans une situation très difficile, dont deux (2) femmes âgées de 65 et 70 ans souffrant de troubles psychiatriques, a affirmé M. Lagraâ.

L'ensemble des femmes a été évacué vers la polyclinique de la commune de Beni H'midene pour bénéficier d'une prise en charge médicale nécessaire, en présence des services de la gendarmerie nationale et des autorités locales, après

avoir été secouru sur place par le médecin pompier, a indiqué le même officier. Des éléments de l'unité secondaire et du poste avancé de la protection civile du chef-lieu de wilaya, ont également pris part à cette intervention qui a mobilisé des moyens humains et matériels importants, a révélé le même responsable.

Il s'agit, a-t-il détaillé, de 13 éléments de la protection civile, tous grades confondus dont un (1) médecin, trois (3) officiers et neuf (9) agents ainsi que des véhicules de liaison et une ambulance.

L'intervention a été très pénible pour les sauveteurs en raison de la nature montagneuse de cette zone reculée et a duré presque une demi-journée.

SÉTIF

Saisie de plus de 7.400 capsules à usage psychotrope

Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de wilaya de Sétif, ont mis fin aux activités d'un trafiquant spécialisé dans la vente de psychotropes, au chef-lieu de wilaya avec la saisie de 7.425 capsules à usage psychotrope, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération a permis la saisie de 7.425 capsules ainsi qu'une somme financière dépassant 160.000 DA, considérés comme revenus de la commercialisation de ces comprimés psychotropes, a précisé le responsable de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire, le commissaire de police Abdelouehab

Aissani. L'opération a été réalisée suite à l'exploitation des informations faisant état de l'implication d'une personne dans plusieurs opérations de trafic illicite de substances psychotropes, a indiqué le même officier.

A cet effet, un plan rigoureux a été mis en place ayant permis l'arrestation du suspect à bord de son véhicule, transportant 6.000 capsules de médicaments à usage psychotrope obtenues par contrebande, a encore expliqué M. Aissani, soulignant que la perquisition de son domicile sur autorisation des services judiciaires, a contribué à la saisie de 1.425 autres capsules à usage psychotrope acquises dans le cadre de la contre-

bande. L'intervention effectuée par les éléments de la BMPJ a contribué également à saisir des armes blanches et une bouteille de gaz lacrymogène, a fait savoir le même responsable. Après le parachèvement des procédures juridiques, a-t-il noté, un dossier pénal a été établi à l'encontre du trafiquant pour "contrebande et utilisation d'un moyen de transport et vente illégale des médicaments à usage psychotrope, de marque étrangère". La personne impliquée dans cette affaire a été ensuite présentée devant la justice, a révélé le responsable de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

MIGRATION CLIMATIQUE

Des appels à une action urgente

La militante pour la justice climatique, Greta Thunberg et le chef de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Antonio Vitorino, ont appelé, vendredi, à une action immédiate et à une solidarité accrue pour lutter contre les effets du changement climatique sur la mobilité humaine.

A cette occasion, la Fondation Greta Thunberg a fait don de près de 270.000 dollars pour soutenir la réponse d'urgence de l'OIM aux inondations au Pakistan et à la sécheresse en Somalie.

"Nous devons soutenir les gens avant qu'ils ne se déplacent, nous devons soutenir les gens pendant qu'ils se déplacent, et après, c'est une chaîne d'événements", a déclaré la jeune activiste, relevant également les actions complémentaires des agences onusiennes et des jeunes militants du climat.

Pour Greta Thunberg, des organisations comme l'OIM sont vitales pour soutenir les personnes touchées par le changement climatique.

"Et ceux d'entre nous qui peuvent élever leur voix pour défendre la justice pour les



migrants et la justice climatique devraient le faire", a-t-elle fait valoir.

Avec 20 millions de personnes déplacées chaque année en raison des effets du changement climatique, il est urgent de

prévenir les crises environnementales mondiales et de faire face aux impacts de la migration climatique.

"C'est une question de vie ou de mort pour d'innombrables personnes qui doivent fuir à

cause de la crise climatique", a affirmé Thunberg. Plus de 15 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Somalie et au Pakistan en raison des récents événements climatiques extrêmes. Le don de la Fondation Greta Thunberg aide l'OIM à poursuivre son intervention d'urgence auprès des communautés touchées dans ces deux pays.

"Ceux qui sont le plus gravement touchés par le changement climatique sont les populations qui ont moins contribué par le passé aux problèmes auxquels nous sommes confrontés", a fait remarquer M. Vitorino.

"Je pense que la jeune génération est une source d'inspiration, de résilience et d'acharnement à relever cet énorme défi, d'après notre expérience sur le terrain", a-t-il souligné.

MADAGASCAR

Une tempête tropicale fait 22 morts

Vingt-deux personnes ont été tuées à Madagascar après le passage la semaine dernière d'une tempête tropicale dans le nord-est du pays, a annoncé vendredi le Bureau de gestion des risques et des catastrophes.

Ce nouveau bilan a été donné à l'AFP par Faly Arifiana Fabien, un responsable de cet organisme. Le précédent bilan faisait état

un peu plus tôt dans la journée de 18 morts.

Vingt personnes sont par ailleurs portées disparues dans les zones ayant été touchées par la tempête baptisée Cheneso, qui a provoqué des inondations et une coupure des routes menant à la capitale, Antananarivo.

L'institution gouvernementale précise que plus de 59.100 personnes ont été touchées par la catastrophe, dont plus de la

moitié ont dû quitter leur logement. La tempête Cheneso est survenue le 19 janvier, accompagnée de vents violents atteignant 110 kilomètres à l'heure et d'importantes averses de pluie. Dans le sud de l'Afrique, la saison cyclonique s'étend de novembre à avril et Madagascar, île de l'océan Indien, en subit régulièrement des conséquences dévastatrices.

CUBA

Cinq morts, douze disparus dans le naufrage d'un bateau de migrants

Cinq personnes ont péri et douze autres sont portées disparues dans le naufrage d'une embarcation de fortune qui tentait de rallier les Etats-Unis depuis les côtes cubaines, a rapporté vendredi la presse officielle à Cuba. "Cinq décès ont été signalés", a indiqué sur son site internet le média Cubadebate, précisant que "les survivants ont indiqué que l'accident s'est produit en raison de fortes vagues". "Après un appel au secours, deux bateaux des garde-côtes se sont

rendus sur les lieux où ils ont secouru onze personnes". Ces témoins ont raconté que douze occupants de l'embarcation étaient également portés disparus, a ajouté la même source. Les migrants, originaires de la municipalité de Cardenas, située à 115 km à l'est de La Havane, avaient quitté l'île de "manière illégale le 23 janvier" depuis la localité de Torrontela, "dans l'intention de gagner le territoire des Etats-Unis". Leur embarcation a fait naufrage le lendemain.

BRÉSIL

Un tiers de la forêt amazonienne "dégradée" par l'activité humaine et la sécheresse (étude)

Plus d'un tiers de la forêt amazonienne pourrait avoir été dégradée par l'activité humaine et la sécheresse, selon une étude scientifique dévoilée jeudi dans la revue Science, entraînant des appels à légiférer pour protéger cet écosystème vital en danger. Les dommages infligés à cette forêt, qui recouvre neuf pays, sont significativement plus importants que ceux qui avaient été observés auparavant, ont indiqué les chercheurs, issus notamment de l'université brésilienne Universidade Estadual de Campinas. Au cours de leur étude, ils ont analysé les conséquences des incendies, de l'exploitation forestière, de la sécheresse et des changements ayant touché les habitats

en lisière de la forêt – ce qu'ils appellent des effets de bordure. Hors sécheresse, ces phénomènes ont dégradé au moins 5,3% du reste des forêts qui composent l'écosystème amazonien, soit 364.748 kilomètres carrés, entre 2001 et 2018, selon l'étude. Lorsque les effets de la sécheresse sont inclus, la zone détériorée représente alors 2,5 millions de kilomètres carrés, soit 38% du reste des forêts composant l'écosystème amazonien. "L'extrême sécheresse est devenue de plus en plus fréquente en Amazonie du fait de l'évolution des manières d'exploiter le sol et du changement climatique induit par les humains qui affectent la mortalité des arbres, le nombre d'incendies et les émis-

sions de carbone dans l'atmosphère", ont déclaré les scientifiques. "Les feux de forêts se sont intensifiés pendant les années de sécheresse", ont-il ajouté, alertant sur les dangers que représenteront les "feux de grande ampleur" dans le futur. Les scientifiques de l'université Lafayette dans l'Etat américain de Louisiane et d'autres établissements appellent à agir, dans une étude séparée sur les conséquences de l'activité humaine sur l'écosystème amazonien, également publiée dans la revue Science.

"Les changements ont lieu beaucoup trop vite pour que les espèces amazoniennes, les populations et les écosystèmes puissent s'adapter", ont-ils soutenu.

ESPAGNE

4,5 tonnes de cocaïne saisies au large des îles Canaries

La police espagnole a annoncé samedi la saisie de 4,5 tonnes de cocaïne au large des îles Canaries à bord d'un cargo togolais qui venait d'Amérique latine.

L'"Orin V", qui transportait du bétail depuis l'Amérique latine vers des pays du Moyen-Orient, était surveillé de près depuis plus de deux ans : il avait déjà été "contrôlé et fouillé, mais aucune drogue n'avait pu être trouvée à l'intérieur, malgré la présence d'"indices suffisants", explique la police. Un dispositif "aéronaval" a finalement permis mardi 24 janvier de mettre la main sur la cocaïne, dissimulée dans un silo censé servir à alimenter le bétail, ajoute-t-elle.

L'opération, qui a mobilisé entre autres l'Agence anti-drogue américaine DEA, le centre opérationnel international d'analyse du

renseignement maritime pour les stupéfiants (MAOC-N), les autorités togolaises et la police espagnole, a permis d'arrêter les 28 membres de l'équipage, de neuf nationalités différentes.

Le cargo "Orin V", qui battait pavillon togolais, avait les mêmes dimensions qu'un autre cargo togolais intercepté à la mi-janvier dans la même zone, à 62 miles au sud est des Canaries, le "Blume", sur lequel avait été retrouvée la même quantité de cocaïne.

Ce sont donc au total neuf tonnes de drogue qui ont été saisies au mois de janvier, s'est réjoui la police dans son communiqué.

Les liens étroits de l'Espagne avec l'Amérique du sud, d'où provient la cocaïne, en font l'une des principales portes d'entrée de la drogue en Europe.

FRANCE

Les catastrophes naturelles en 2022 ont coûté 10 milliards d'euros

La présidente de la Fédération française de l'assurance (FFA), Florence Lustman, a indiqué que les catastrophes naturelles qui ont frappé le pays en 2022 ont causé 10 milliards d'euros de dégâts. Dans une déclaration à la radio Europe 1, Lustman a affirmé que 2022 avait été une "année terrible" en termes d'événements climatiques en France. La présidente de la FFA a noté que les catastrophes naturelles ont causé en moyenne 1 milliard d'euros de dégâts dans le pays depuis les années 80, et que ce chiffre est passé à 10 milliards d'euros en 2022. Faisant référence aux violentes tempêtes de grêle, aux ouragans et aux inondations survenus en 2022, Florence Lustman a souligné que la France a également connu une "année exceptionnelle" en termes de sécheresse l'an passé.

NOUVELLE ZÉLANDE

Intempéries à Auckland: au moins trois morts et un disparu (Premier ministre)

Des pluies torrentielles d'une ampleur inédite ont fait au moins trois morts et un disparu à Auckland, ville la plus peuplée de Nouvelle-Zélande, a annoncé samedi le Premier ministre Chris Hipkins. Les inondations de vendredi ont fait "trois morts avec une personne encore portée disparue", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse, ajoutant que "le niveau (des dégâts) dans certaines zones (était) considérable".

Selon lui, la ville a vécu vendredi "son jour le plus humide" jamais enregistré.

La police a précisé que deux corps ont été retrouvés dans la banlieue nord et qu'une troisième victime est morte dans un glissement de terrain près du centre d'Auckland. Une quatrième personne emportée par les eaux au sud d'Auckland est toujours portée disparue.

L'aéroport local, le plus grand du pays, a rouvert partiellement samedi après avoir été temporairement fermé. Le terminal domestique est de nouveau accessible mais les vols internationaux ne devraient reprendre que dimanche.

Par souci de sécurité, des concerts de la star de la pop britannique Elton John, prévus dans un stade d'Auckland ven dredi et samedi, ont été annulés.

L'eau s'est en grande partie retirée samedi après-midi après avoir transformé les rues en rivières la veille, mais de fortes pluies sont de nouveau attendues et Chris Hipkins a appelé la population à rester à l'intérieur.

Il s'agit du premier incident majeur survenu sous le gouvernement de M. Hipkins, qui a remplacé la Première ministre démissionnaire Jacinda Ardern mercredi. Le Premier ministre a affirmé sur Twitter que les services du gouvernement "travaillaient d'arrache-pied" pour apporter leur aide à la ville et coordonner l'action des secours. La population a été encouragée à ne contacter les services d'urgence, débordés d'appels, qu'en cas de "danger de mort".

Etat d'urgence à Auckland

L'état d'urgence a été déclaré vendredi à Auckland, la ville la plus peuplée de Nouvelle-Zélande, inondée après des pluies torrentielles, ont rapporté des médias. Lors d'une conférence de presse vendredi, le maire de cette grande ville de l'île nord, Wayne Brown, qui doit faire une tournée samedi des quartiers les plus touchés, s'est dit "très attristé" par la découverte d'un corps dans une banlieue.

La police n'a toutefois pas confirmé que ce décès était lié aux conditions météorologiques. Les intempéries ont transformé les rues de la ville en rivières et l'aéroport d'Auckland, le plus important du pays, où l'eau montait à hauteur de chevilles dans certains terminaux, a annoncé qu'il resterait fermé jusqu'à samedi midi. Le Premier ministre Chris Hipkins, qui a succédé mercredi à Jacinda Ardern, a affirmé sur Twitter que les services du gouvernement "travaillaient d'arrache-pied" pour apporter leur aide à la ville et coordonner l'action d'urgence.

SÛRETÉ NATIONALE
Journée d'information
et de formation sur
l'expertise médicale



La Journée d'information et de formation sur l'expertise médicale au sein de la sûreté nationale a été organisée, jeudi à Alger dans sa 3ème édition, par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), en collaboration avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), en faveur des médecins chargés de l'expertise médicale dans les rangs de la police.

La rencontre s'inscrit également dans le cadre des efforts de la DGSN visant à garantir une formation continue aux médecins pour leur permettre d'améliorer leurs performance et de trouver des solutions à ux problèmes entravant l'exercice de leurs missions dans le respect de la profession (police), conformément à la convention conclue en 2015 entre les institutions de la sûreté nationale et la CNAS.

Dans ce cadre, le directeur par intérim de la santé, des activités sociales et des activités sportives à la Sûreté nationale, le Commissaire divisionnaire, Nasreddine Hamadou, a estimé que cette rencontre "est une opportunité pour soutenir la formation destinée aux médecins de la Sûreté nationale afin de tirer profit des expertises et des expériences des cadres de la Caisse, en application des dispositions de la convention signée entre les deux parties pour améliorer la prise en charge sanitaire des personnels de la Sûreté nationale".

De son côté, la directrice du contrôle médicale à la CNAS, Saadia Malek Nassim, a souligné l'importance de "réactiver les activités d'appui à la coopération entre les deux institut ns à travers la formation continue au profit des médecins", rappelant "le rôle important joué par la Caisse dans le cadre de la convention signée entre les deux parties afin d'actualiser les connaissances dans le domaine de l'expertise médicale".

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

SECTEUR DE LA SANTÉ
Doter les nouvelles wilayas de
santé à la hauteur des attentes des citoyens
(ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, jeudi à Alger, que l'Etat accordait un intérêt particulier aux nouvelles wilayas, notamment en matière de santé à travers leur dotation en structures offrant des prestations à la hauteur des attentes des citoyens.

"L'Etat accorde un intérêt particulier aux nouvelles wilayas à travers leur dotation en structures de santé offrant des prestations à la hauteur des attentes des citoyens", a précisé M. Saihi lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales et présidée par le président de l'institution, M. Salah Goudjil.

Répondant à la question



d'un sénateur sur les structures de santé dans la wilaya de In Salah, le ministre a fait savoir que le taux de réalisation de l'hôpital des urgences (120 lits) dans la commune de In Salah avait dépassé 75%, imputant le retard accusé dans sa réalisation à plusieurs raisons, dont le

changement du terrain d'assiette.

Après avoir rappelé que le projet de réalisation d'un hôpital général de 60 lits dans la commune d'In Ghar, dans la wilaya d'In Salah, était "à l'étude", M. Sa ihi a souligné que des médecins spécialistes renforceront les effectifs dans cette wilaya en mars prochain.

Les wilayas de Naâma et El-Meniaa seront, quant à elles, dotées de structures de santé et de centres de formation, a ajouté le ministre, précisant que l'Institut de formation paramédicale de la wilaya de Naâma, qui accueillera des étudiants en mai prochain, comptait 300 places pédagogiques et 200 lits.

ORAN
Ouverture des 5èmes journées internationales
d'éthique médicale

Les cinquièmes journées internationales d'éthique médicale se sont ouvertes vendredi après-midi à Oran, en présence de plus de 250 participants algériens et étrangers.

Cette manifestation scientifique est organisée par l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique de la santé (OHRES) du CHU d'Oran, en collaboration avec les services de médecine légale et de médecine physique et de réadaptation du même centre hospitalier.

A l'ouverture, le président de l'OHRES et de ces journées, Pr Khaled Layadi a indiqué que cette rencontre aborde des thèmes d'actualité qui intéressent le corps médical, ainsi que des questions d'ordre éthique. "Il s'agit d'un moment d'exploration multidisciplinaire, de réflexion commune, un temps pour la mutualisation des expériences et des compétences dont l'objectif majeur est de mettre en exergue l'importance des thématiques et la nécessité de constituer une synthèse susceptible d'être une plateforme pour des études approfondies de ces questions d'intérêt majeur".

A l'ordre du jour de cette manifesta-

tion scientifique, figurent le droit de la personne et du corps humain, la responsabilité médicale, les problématiques posées par le don et les transplantations d'organes, les avancées en génétique et les questionnements éthiques, les essais cliniques et la recherche biomédicale, les nouvelles technologies et la E-santé, entre autres, a-t-on fait savoir de même source.

Après avoir donné un bref aperçu sur le développement de l'éthique médicale dans le monde, Dr Messahli Keltoum du service de médecine légale du CHU Frantz Fanon de Blida a souligné, dans sa communication intitulée "statut juridique de la personne humaine à l'épreuve du biopouvoir et des nouveaux défis de l'éthique médicale", que "le débat en Algérie semble dominé par la notion corps-personne, plutôt que corps-chose".

Ce volet éthique est régi en Algérie par deux textes "l'Etat garantit l'inviolabilité de la personne humaine (Constitution ART 34)" et "La personnalité commence avec la naissance accomplie et finit par la mort (code civil art 35).

Pour sa part, Dr Ghislain-Patrick Lessene du Centre Romand de Genève

(Suisse) a présenté l'Unité de droit médical, éthique et médecine humanitaire du même établissement sanitaire qui œuvre au développement de l'enseignement et de la recherche sur l'éthique et la médecine humanitaire. Situant l'importance du développement du volet éthique en médecine, il a insisté sur la création de telles unités dans les services de médecine légale dans tous les hôpitaux.

Plusieurs communications sont au programme de la deuxième et dernière journée de la rencontre abordant, entre autres, les problèmes rencontrés dans le domaine de don et de transplantation d'organes, les aspects éthiques de la greffe de lac cornée, les prélèvements d'organes et les aspects juridiques du don et de transplantation d'organes.

Les participants à ces journées traiteront aussi des essais cliniques, de la recherche biomédicale et des avancées en génétique, dans des communications programmées abordant "la responsabilité scientifique et morale de l'enseignant-chercheur et le rôle des comités éthiques" et "la loi bioéthique révisée: un changement de cap de la politique public", entre autres.

MASCARA

Une caravane médicale au profit des habitants des régions déshéritées (DSP)

Une caravane médicale destinée à la prise en charge des malades des zones rurales déshéritées s'est ébranlée jeudi pour sillonner la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population. Cette caravane, lancée à partir de la commune de Aouf, coïncide avec la célébration de la Journée nationale du service d'aide médicale (26 janvier).

Elle sillonnera plusieurs collectivités rurales reculées de la wilaya pour assurer des examens et fournir des médicaments, particulièrement aux personnes souffrant de maladies chroniques nécessitant un accompagnement médical, social et psychologique, a-t-on expliqué.

Cette opération se poursuivra jusqu'à la fin du premier trimestre de cette année. Elle concerne également des



opérations de dépistage précoce de diverses maladies chroniques telles que la pression artérielle, le diabète et le cancer du sein.

Le staff chargé d'encadrer la caravane est composé de médecins, de psychologues et d'agents paramédicaux dotés de moyens matériels nécessaires.

Au cours de la première journée de cette caravane, qui a ciblé plusieurs zones éloignées de la commune d'Aouf, plus de 50 examens médicaux ont été effectués.

Trois personnes âgées souffrant de maladies chroniques ont été évacuées à l'établissement de santé publique de la même collectivité locale, a-t-on indiqué à la Direction de la Santé et de la population (DSP).

PANDEMIE DE COVID-19

L'Afrique entame la nouvelle année avec un faible nombre de cas de COVID-19 (OMS)

Pour la première fois depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus, l'Afrique sort de la période des fêtes de fin d'année sans une hausse significative des cas de COVID-19, s'est réjoui jeudi le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique via un communiqué.

D'après le communiqué, 20.552 nouveaux cas ont été enregistrés au cours des trois premières semaines du mois de janvier 2023, ce qui représente une chute de 97 % par rapport à la même période de l'année dernière.

A la date du 22 janvier 2023, 88 décès liés à la COVID-19 ont été signalés dans la région, contre 9.096 pour la même période en 2022.

"Pour la première fois depuis que la COVID-19 a bouleversé nos vies, le mois de janvier n'est pas synonyme de hausse du nombre de cas.

L'Afrique entame la quatrième année de la pandémie avec l'espoir de sortir du mode de réponse d'urgence", a déclaré Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

"Toutefois, les variants étant toujours en circulation, il est important que les pays restent en alerte et mettent en place des mesures pour détecter et combattre efficacement toute nouvelle hausse des infections", a-t-elle ajouté.

En 2022, l'Afrique n'a pas connu de pics pandémiques majeurs, les flambées ont duré



en moyenne trois semaines avant de s'estomper.

En revanche, en 2021, le continent a connu deux vagues pandémiques provoquées par des variants plus transmissibles et plus mortels.

Avec le ralentissement progressif du nombre de nouveaux cas au cours de l'année écoulée, la faible transmission du virus devrait se poursuivre dans les mois à venir, avec de possibles hausses occasionnelles, s'est alarmée l'OMS, appelant les pays à maintenir leurs capacités à détecter et à

répondre efficacement à toute flambée inhabituelle de cas.

Au cours de l'année écoulée, alors que les pays africains ont intensifié leurs efforts pour élargir la vaccination, seuls 29% de la population du continent ont terminé la série primaire de vaccination au 22 janvier 2023, contre 7% en janvier 2022.

Cependant, le taux de vaccination des adultes âgés de 18 ans et plus est passé de 13% en janvier de l'année dernière à 47% actuellement.

Néanmoins, seuls quatre

pays de la région africaine ont vacciné plus de 70% de leur population, 27 ont vacciné entre 10% et 39%, tandis que 11 ont couvert entre 40% et 70% de leur population.

La vaccination des populations à haut risque a connu quelques progrès avec 41% des travailleurs de la santé entièrement vaccinés dans 28 pays et 38% des personnes âgées dans 23 pays.

"La trajectoire de la pandémie évoluant, notre approche doit également évoluer. Nous aidons les pays à mettre en place des moyens efficaces pour que les vaccins contre la COVID-19 soient disponibles, accessibles et fournis à long terme", a indiqué Mme Moeti. "Nous savons par expérience que d'énormes insuffisances en matière de vaccination peuvent être l'occasion parfaite pour la résurgence d'infections évitables par la vaccination.

Même si les cas de COVID-19 sont en baisse, la pandémie peut prendre un tournant inattendu.

Mais nous pouvons compter sur les vaccins pour éviter une issue désastreuse", a-t-elle noté.

ETATS UNIS

Près de 100 décès pédiatriques dus à la grippe

Les Etats-Unis ont signalé un total de 91 décès pédiatriques dus à la grippe depuis le début de la saison, selon les dernières données publiées vendredi par les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Selon les estimations des CDC, il y a eu au moins 25 millions de malades, 280.000 hospitalisations et 17.000 décès dus à la grippe cette saison aux Etats-Unis.

Environ 4.000 personnes ont été hospitalisées en raison de la grippe au cours de la dernière semaine se terminant le 21 janvier, selon les données. Six décès pédiatriques associés à la grippe ont été signalés au cours de cette semaine.

Les CDC recommandent à toute personne âgée de plus de 6 mois de se faire vacciner annuellement contre la grippe tant que l'activité grippale se poursuit.

ZAMBIE

Quatre cas de choléra et un décès enregistrés dans l'est du pays

La Zambie a enregistré ses quatre premiers cas de choléra et un décès dans l'est du pays, a annoncé jeudi un responsable gouvernemental.

Le ministère de la Santé a reçu une alerte faisant état d'une épidémie de choléra dans le district de Vubwi de la province de l'Est depuis le 22 janvier, a indiqué aux journalistes lors d'un point de presse Sylvia Masebo, ministre zambienne de la Santé, ajoutant que quatre cas confirmés et un décès avaient été enregistrés jusqu'à présent dans le district, tandis que sept autres cas suspects faisaient l'objet d'une enquête.

Selon la ministre, les autorités ont identifié toutes les personnes ayant été en contact avec des cas détectés et établi que les communautés touchées comptent jusqu'à 719 personnes dans six villages.

OMS

Maladies tropicales négligées : sensibiliser sur les conséquences "désastreuses" sur les plus pauvres

La Journée mondiale des maladies tropicales négligées (MTN) qui toucherait plus d'un milliard de personnes dans le monde, sera célébrée lundi 30 janvier pour sensibiliser sur leurs conséquences désastreuses sur notamment les populations les plus pauvres.

Causées par différents agents pathogènes (virus, bactéries, parasites, champignons et toxines), les MTN sévissent dans les communautés les plus pauvres du monde, où la salubrité de l'eau, l'assainissement et l'accès aux soins de santé "laissent à désirer", selon l'OMS qui fait état de plus d'un milliard de personnes touchées dans le monde. Pour l'Agence sanitaire mondiale, ces maladies sont "négligées" parce qu'elles sont presque absentes du programme d'action sanitaire mondial, peu de fonds leur sont consacrés et elles s'accompagnent d'une stigmatisation et d'une exclusion sociale. La pandémie de Covid-19 et l'évolution dans le domaine du financement, de même que l'impossibilité de prévoir le contexte international, rendent difficile la lutte contre les MTN, selon l'OMS.

Malgré ces difficultés, 47 pays avaient éliminé au moins une MTN à la fin de 2022. Les maladies tropicales négligées (MTN) constituent un groupe diversifié de 20 affections qui sévissent principalement dans les zones tropicales. Elles sont dues à divers agents pathogènes (virus, bactéries, parasites, champignons et toxines).

Ces maladies ont des conséquences sanitaires, sociales et économiques désastreuses pour plus d'un milliard de personnes. Parmi ces maladies, on cite, l'Ulcère de Buruli, la maladie de Chagas, la dengue, la trématodose d'origine alimentaire, la leishmaniose, la lèpre, la rage, la gale, l'envénement par morsures de serpent, et le trachome.

APF

Le Brésil annonce une nouvelle campagne de vaccination contre le covid-19

Le ministère brésilien de la Santé a annoncé, jeudi, une nouvelle campagne de vaccination contre le covid-19, dans laquelle seront appliqués des vaccins bivaux, qui offrent une plus grande protection contre les variants les plus récents du virus.

La campagne débutera le 27 février et, selon un calendrier publié par le ministère, elle commencera à servir les plus de 70 ans, ceux qui vivent dans des maisons de retraite, les autochtones et tous ceux qui

souffrent d'un type d'immunosuppression.

Ensuite, elle se poursuivra avec la population entre 60 et 69 ans, les femmes enceintes et les professionnels de santé.

Le ministère de la Santé a également annoncé le début d'une vaste campagne de sensibilisation sur la nécessité de la vaccination, négligée, selon le département, par l'ancien gouvernement de droite.

Cette campagne s'adressera en particulier aux personnes qui n'ont pas terminé le

calendrier de vaccination, puisqu'il a été vérifié que moins de 50% des 215 millions de Brésiliens ont les trois doses du vaccin, alors que, selon le ministère de la Santé, c'est ce qui garantit les niveaux de protection "minimaux requis".

Le Brésil est l'un des pays les plus touchés au monde par la pandémie qui, selon les dernières données officielles, depuis son apparition en mars 2020, a causé quelque 697 000 décès sur un total de 36,7 millions d'infections.

Un Comité de l'OMS doit statuer sur la gravité de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 est-elle encore assez grave pour mériter le niveau d'alerte maximal de l'OMS ? Le comité d'urgence sur le Covid-19 de l'Organisation se réunissait vendredi pour trancher. Pour le patron de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, la réponse ne semble guère faire de doute. "Bien que je ne veuille pas devancer l'avis du comité d'urgence, je reste très préoccupé par la situation dans de nombreux pays et le nombre

croissant de décès", avait-il dit mardi, lors d'un point de presse régulier à Genève.

"Mon message est clair : Ne sous-estimez pas ce virus, il nous a surpris et continuera de nous surprendre et il continuera de tuer, à moins que nous ne fassions plus pour fournir les moyens sanitaires aux personnes qui en ont besoin et pour lutter contre la désinformation à l'échelle mondiale", avait insisté le directeur général, qui peut choisir de suivre ou non l'avis

du Comité d'urgence. La 14^e réunion de ce Comité a lieu près de trois ans jour pour jour depuis qu'il a recommandé pour la première fois de déclarer le Covid-19, une urgence de santé publique de portée internationale, le plus haut niveau d'alerte de l'OMS.

Depuis, ce panel d'experts se réunit tous les trois mois pour discuter de la pandémie et rend ensuite compte au docteur Tedros, sous forme de recommandations. Vendredi, dans son propos liminaire à

l'ouverture de la réunion, il a souligné que "depuis le début du mois de décembre, le nombre de décès hebdomadaires signalés dans le monde est en augmentation".

"De plus, la levée des restrictions en Chine a entraîné une augmentation du nombre de décès dans le pays le plus peuplé du monde" et la semaine dernière, sur près de 40.000 décès dus au Covid signalés à l'OMS, "plus de la moitié ont été signalés en provenance de Chine".

Le Japon va lever l'obligation du masque à l'intérieur

Le gouvernement japonais va lever sa recommandation de porter le masque à l'intérieur et abaisser sa classification médicale du Covid-19, a annoncé vendredi le Premier ministre Fumio Kishida.

Ces changements entreront en vigueur début mai.

Le Covid-19 sera alors classifié dans la même catégorie que la grippe, au lieu de l'actuelle où il côtoie la tuberculose et le SRAS.

"Concernant le port du masque, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, la décision sera laissée aux individus", a déclaré M.

Kishida lors d'une réunion gouvernementale télévisée. "Nous prendrons d'autres décisions concernant la vie avec le coronavirus+ et retournerons progressivement à la normale dans les foyers, les écoles, les entreprises, les quartiers et tous les aspects de la vie", a-t-il ajouté.

Les masques sont omniprésents dans les lieux publics et sont fréquemment portés à l'extérieur également, même si le gouvernement a déjà dit par le passé qu'ils n'étaient plus nécessaires en plein air lorsqu'il n'y a pas foule. Avant même le début de la pandémie de Covid-19 en 2020,

nombre de Japonais portaient des masques lorsqu'ils étaient enrhumés ou pour repousser les virus en hiver.

Des sondages de grands médias montrent que la majorité de la population continuera à porter un masque, pour des raisons de santé publique, même après la levée de la recommandation du gouvernement.

Ces changements font qu'à partir du 8 mai, après la "semaine dorée", une période de vacances, les malades du Covid-19 et leurs proches n'auront plus besoin de s'isoler.

OBÉSITÉ 5 FAÇONS DE PERDRE DU POIDS

Avec ou sans chirurgie, les méthodes d'aide à la perte de poids se diversifient. Pour être efficaces, tous ces traitements de l'obésité doivent être accompagnés d'un vrai changement de mode de vie. Zoom sur les résultats qu'on peut en attendre.

"Il n'y a pas une obésité, mais des obésités, avec de multiples facteurs et donc des prises en charge différentes", annonce d'emblée la Pr Blandine Gatta-Cherifi, responsable du centre spécialisé de l'obésité au CHU de Bordeaux. Et pas de "traitement miracle": "celle que soit l'intervention, la perte de poids ne sera durable que si la personne améliore également son hygiène de vie en mangeant mieux, en apprenant à gérer ses émotions et en ayant davantage d'activité physique", souligne la Dr Vianna Costil, gastro-entérologue spécialisée dans la prise en charge de l'obésité.

LE BY-PASS GASTRIQUE

C'est quoi ? Le chirurgien réduit le volume de l'estomac - on est donc plus vite rassasié - et le raccorde directement au jéjunum (partie centrale de l'intestin grêle), ce qui ralentit en plus l'assimilation des aliments. Il en existe deux types: le by-pass classique en forme de Y et le mini by-pass, technique plus simple et plus rapide, mais "avec des risques importants de dénutrition et de reflux biliaire dans l'estomac", précise la Pr Gatta-Cherifi. Quels résultats ? La perte d'exces de poids peut atteindre 70 % à un an, et jusqu'à 80 % à cinq ans. Un suivi et une supplémentation en vitamines sont nécessaires à vie.

LA SLERVE GASTRECTOMIE

C'est quoi ? Une chirurgie irréversible qui consiste à retirer les 2/3 de

l'estomac afin de former une sorte de tube et ainsi réduire le volume de l'estomac. La personne est donc plus rapidement rassasiée avec moins d'aliments. Après l'intervention, le patient a deux semaines d'arrêt de travail, un régime avec des aliments dont la texture a été modifiée (moulinée, mixée) pendant 2 à 3 semaines et une supplémentation en vitamines à long terme.

Quels résultats ? Une perte de 60 % de l'exces de poids en un an, puis 70 % à cinq ans, à condition d'avoir adopté une meilleure hygiène de vie. Les principaux effets secondaires sont des reflux gastro-œsophagiens (brûlures lors de remontée des sucres gastriques).

LA GASTROPLASTIE

C'est quoi ? La pose d'un anneau gastrique (en silicone) réglable autour de la partie supérieure de l'estomac du patient permet de diviser l'estomac en deux. Au-dessus de l'anneau, une poche de faible contenance reçoit la nourriture une fois mâchée, et en dessous de l'anneau, une poche recueille les aliments passés lentement à travers l'anneau gastrique. Le volume de l'estomac est réduit, le patient est plus vite rassasié avec des quantités moindres de nourriture. Quels résultats ? Environ 40 % de son excès de poids en un an, puis 50 % à cinq ans. En contrepartie, il faut manger très lentement et les risques de vomissement sont fréquents.



LE BALLON GASTRIQUE

C'est quoi ? Sous anesthésie générale ou locale, en ambulatoire, on met en place un ballon dans l'estomac puis on le gonfle, afin de ralentir la digestion des aliments et entraîner de la satiété. Quels résultats ? Le ballon sera évacué spontanément ou retiré 4 à 12 mois plus tard. « On peut espérer une perte de poids d'environ 12 kg en six mois, assure la Dr Costil. Mais si

le patient n'adopte pas une meilleure hygiène alimentaire et une activité physique régulière à long terme, il reprendra du poids. »

LA SLERVE GASTROPLASTIE ENDOSCOPIQUE

C'est quoi ? Comme depuis 2012 mais encore confidentielle en France, cette technique consiste à réduire la taille de l'estomac à l'aide de sutures effectuées par

les voies naturelles, au cours d'une fibroscopie de l'estomac, sous anesthésie générale. Il faut compter un mois et demi avant de pouvoir reprendre une alimentation normale. Quels résultats ? On peut espérer perdre 15 kg en 6 mois, mais il faut adopter une meilleure hygiène de vie avant que les sutures ne cèdent et que l'estomac se dilate à nouveau, environ 2 ans plus tard.

L'obésité rejoint le tabac comme principale cause de cancer

En Grande-Bretagne, l'obésité provoque plus de cancers de l'intestin, des reins, des ovaires et du foie que le tabagisme.

Alors que Santé publique France vient d'annoncer que le nombre de cancers dus à des facteurs de risque évitables était en augmentation, notamment chez les femmes, les autorités sanitaires britanniques enfoncent le clou en déclarant que l'obésité est désormais responsable d'un plus grand nombre de cancers du foie, de l'intestin, des reins et des ovaires, que le tabac.

"En Grande-Bretagne, il y a deux fois plus d'obèses que de fumeurs. Ce sont des millions de personnes qui sont à risque de cancer" vient d'affirmer l'Institut de recherche sur le cancer (Cancer Research UK) de Grande-Bretagne.

1900 CAS EN PLUS DE CANCER COLORECTAL L'exces de poids cause chaque année environ 1900 cas de cancer de l'intestin de plus que le tabagisme au Royaume-Uni. Ce

même schéma inquiétant s'applique également au cancer des reins (1400 cas de plus), les ovaires (460) et le foie (180). "Un excès de graisse corporelle envoie des signaux aux cellules les incitant à se diviser plus souvent et,

comme le tabagisme, cela cause des dommages qui s'accumulent avec le temps et augmentent le risque de cancer" déclare Michelle Mitchell, directrice générale de

Cancer Research UK. "Nos enfants pourraient être la génération sans tabac, mais nous avons atteint un record catastrophique en matière d'obésité chez les jeunes. Or les scientifiques ont déjà déterminé que l'obésité était à l'origine de 13 types de cancer. Il faut désormais lutter contre l'obésité comme nous l'avons fait pour le tabagisme".

INFORMATIONS

10 FOIS PLUS D'ENFANTS OBÈSES QU'IL Y A 40 ANS

Le nombre d'enfants et d'adolescents obèses a été multiplié par dix dans le monde depuis 1975.

Les dernières données du British Imperial college (Grande-Bretagne) sur l'obésité des enfants et des adolescents, publiées dans The Lancet, sont alarmantes. Selon les chercheurs britanniques, en 1975 il y avait 5 millions de filles obèses dans le monde. On en dénombre aujourd'hui 50 millions. Idem du côté des garçons : il sont passés de 6 à 74 millions au cours de la même période.

En 2016, 124 millions de jeunes de 5 à 19 ans étaient considérés comme obèses, contre seulement 11 millions en 1975, évalue cette étude co-réalisée avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La plus forte augmentation d'enfants et adolescents obèses a été enregistrée en Asie, dans les pays anglophones des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Irlande, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

LES PRODUITS SAINS INABORDABLES POUR LES PAYS PAUVRES

"Ces tendances inquiétantes reflètent l'impact du marketing alimentaire et des politiques à travers le monde, avec des aliments sains et nutritifs trop chers pour les familles et les communautés pauvres" a déclaré le Pr Majid Ezzati, auteur



principal de l'étude. "Plus important encore, très peu de politiques et de programmes tentent de rendre les aliments sains comme les céréales complètes et les fruits et légumes frais abordables pour les familles pauvres".

Selon les experts, la transition de l'insuffisance pondérale vers l'obésité pourrait se faire plus rapidement que prévu dans le monde. Le

nombre d'enfants obèses pourrait dépasser celui des enfants de poids insuffisant d'ici 2022. Néanmoins, le nombre important des enfants et des adolescents souffrant d'insuffisance pondérale modérée ou grave (390 millions de filles et 117 millions de garçons) représente toujours un problème de santé publique majeure, en particulier dans les régions les plus pauvres du

monde. L'étude de l'OMS rappelle également que le nombre des adultes obèses a augmenté aussi, passant de 100 millions en 1975 (69 millions de femmes, 31 millions d'hommes) à 671 millions en 2016 (390 millions de femmes, 281 millions d'hommes). On compte en outre 1,3 milliard d'adultes en surpoids, qui sont toutefois en dessous du seuil d'obésité.

L'OBÉSITÉ PROVOQUE DES MALADIES DU FOIE DÈS 8 ANS

Une étude américaine démontre l'impact du surpoids et notamment d'un tour de taille trop élevé sur la santé du foie des enfants.

Réunis en congrès à Paris il y a un an, les hépatologues du monde entier avaient déjà tiré la sonnette d'alarme : le surpoids et l'obésité n'augmentent pas seulement le risque de maladie du foie chez les adultes mais aussi chez les enfants.

Une nouvelle étude de l'université de Columbia (États-Unis) vient confirmer la crainte des médecins et même même que le risque de maladie du foie gras (ou stéatose hépatique non alcoolique) apparaît dès l'âge de 8 ans.

La stéatose hépatique se traduit par l'accumulation trop importante de lipides à l'intérieur des cellules du foie, ce qui déclenche une inflammation puis une maladie du foie. Comme la maladie se développe silencieusement, elle peut ensuite dégénérer en cirrhose, voire en cancer du foie.

UN TAUX ÉLEVÉ D'ENZYMES HÉPATIQUES DANS LE SANG

Pour cette étude, les chercheurs ont mesuré le taux d'une enzyme hépatique (appelée ALT) qui est un marqueur de lésions hépatiques dans le sang de 635 en-



fants du Massachusetts. Les résultats montrent que 23% des enfants de 8 ans (soit quasiment un sur

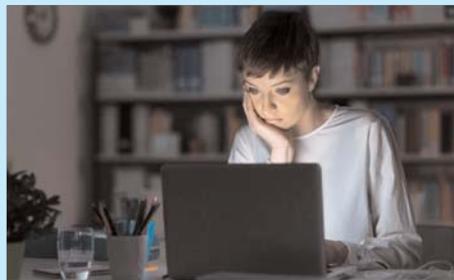
quatre) présentent des taux d'ALT élevés. Et que ce sont les enfants qui présentent un tour de taille élevé à l'âge de 3 ans et ceux ayant des gains de poids plus importants entre 3 et 8 ans qui sont les plus susceptibles d'avoir des niveaux d'enzyme hépatique élevés. "De nombreux parents savent que l'obésité peut mener au diabète de type 2 et à d'autres troubles métaboliques, mais il y a moins de prise de conscience sur le fait que l'obésité peut également mener à la maladie hépatique", souligne le Dr Jennifer Wu Baldal, pédiatre et principal auteur de l'étude.

LE TRAVAIL DE NUIT FAVORISE L'OBÉSITÉ

Travailler de nuit ou en horaires décalés augmenterait le risque d'obésité. Les études se suivent pour rappeler les effets dévastateurs du travail de nuit sur la santé. Il augmenterait les risques de mourir précocement, accélérerait le déclin cognitif et perturberait l'ADN.

Cette nouvelle méta-analyse insiste sur le fait que travailler en horaires décalés serait un facteur de risque élevé d'obésité. Les résultats de cette étude sont publiés dans la revue médicale Obesity Reviews.

Les chercheurs ont réalisé une méta-analyse de 28 études pour comprendre les liens entre travail de nuit et risques d'obésité. Les résultats de cette étude de grande ampleur ont montré que le travail de nuit est associé à une augmentation de 23% du risque d'obésité et de surpoids.



Dans le détail, les scientifiques ont aussi observé que les salariés décalés qui travaillent par quarts affichent notamment un risque accru de 35% d'obésité abdominale. Les salariés qui ne voient pas la lumière du jour et qui enchaînent les heures de travail de nuit de manière permanente affichent un risque accru de 29% d'obésité.

Or, plus de 700 millions de personnes dans le monde travaillent la nuit ou en horaires décalés. "Notre étude a révélé qu'une grande partie de l'obésité et de l'embonpoint chez les travailleurs est attribuable à ce type d'emploi", a déclaré le Dr Lap Ah Tse, auteur principal de l'étude. "Or, l'obésité a été clairement associée à plusieurs effets indésirables sur la santé, tels que le cancer du sein, les maladies cardiovasculaires".

L'OBÉSITÉ DANS L'ENFANCE AUGMENTE LE RISQUE D'ARTHROSE DU GENOU ET DE LA HANCHE

L'obésité infantile serait un facteur de risque d'arthrose à l'âge adulte. L'obésité infantile augmenterait le risque d'arthrose du genou et de la hanche à l'âge adulte, selon les résultats d'une étude publiée présentée au Congrès européen annuel de rhumatologie (EULAR 2018).

L'obésité et l'arthrose sont deux problèmes de santé interdépendants qui affectent une grande partie de la population adulte dans le monde, mais l'étude de la causalité dans cette association est difficile en raison de facteurs confondants. Pour tester l'hypothèse que l'association entre l'obésité et l'arthrose est causale, les chercheurs ont utilisé une méthode connue sous le nom de "randomisation mendélienne", qui utilise des variantes génétiques pour déterminer si un biomarqueur a un effet sur le risque de développer une maladie. "L'obésité dans l'enfance et l'âge adulte est un problème de santé publique important", a déclaré le professeur Johannes W. Bijlsma, président de l'EULAR. "Ces données montrant une relation causale avec l'arthrose devraient ajouter un nouvel élan pour s'attaquer au problème de l'obésité et réduire les incapacités qui y sont liées".

Les résultats de l'étude ont révélé que l'indice de masse corporelle (IMC) des adultes augmente significativement la prévalence de l'arthrose, de l'arthrose du genou ou de la hanche de 2,7 %, 1,3 % et 0,4 % par unité (1 kg /

m²). Mais aussi que l'IMC chez les enfants a favorisé de façon significative la prévalence de l'arthrose, de l'arthrose du genou ou de la hanche auto-déclarée de 1,7 %, 0,6 % et 0,6 % par unité d'IMC, respectivement. Aucune association n'a été trouvée entre l'IMC de l'adulte ou de l'enfant et l'arthrose de la main.

"Nos résultats suggèrent que l'effet de l'IMC des adultes semble être plus fort sur les genoux, tandis que l'IMC infantile pourrait avoir un impact similaire sur le risque d'arthrose du genou et de la hanche", a déclaré le professeur Prieto-Alhambra. "Fait intéressant, nos résultats contredisent les études antérieures qui ont trouvé une association entre l'obésité et l'arthrose de la main".

BURKINA FASO

Au moins une dizaine de civils tués dans deux attaques

Au moins une dizaine de civils ont été tués jeudi lors de deux attaques perpétrées par des hommes armés dans le centre-ouest du Burkina Faso, à environ 140 km de Ouagadougou, rapportent vendredi des médias, citant des sources sécuritaires et locale.

Jeudi en fin de journée, deux groupes d'hommes armés ont attaqué deux localités de la commune de Dassa, tuant douze civils, a indiqué un habitant à l'AFP.

Une source sécuritaire, citée par les médias, a confirmé les deux attaques, évoquant un « bilan provisoire d'une dizaine de victimes ».

« Des opérations (de rattachage) sont en cours pour

ramener la quiétude et rassurer les populations » qui avaient commencer à quitter la zone, a indiqué la même source.

La semaine dernière, le Burkina Faso a connu une série d'attaques dans plusieurs régions du nord et du nord-ouest du pays faisant une trentaine de morts, dont un quinzaine de Volontaires de la défense de la patrie (VDP), des supplétifs civils de l'armée.



Le Burkina Faso, en particulier dans sa moitié nord, est confronté depuis 2015 aux attaques de groupes terroristes liés à

Al-Qaïda et à l'Etat islamique qui se multiplient.

Elles ont fait des milliers de morts et au moins deux millions de déplacés.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Cinq militaires tués dans une embuscade de miliciens dans le nord-est

Cinq soldats de l'armée congolaise, dont deux colonels, ont été tués par des miliciens vendredi, dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on annoncé de source militaire.

« Le convoi de nos militaires en mission de service à Djugu (ville à 75 km au nord de Bunia, la capitale provinciale) est tombé dans une embuscade des miliciens Codeco vers Pitsio, sur la route nationale 27.

Nous avons un bilan de cinq morts », a déclaré à la presse le lieutenant Jules Ngongo, porte-parole de l'armée en Ituri. « Il est vrai qu'il y a eu affrontement ce matin entre les FARDC (forces armées de la RDC) et nos éléments », a déclaré Désiré Londroma, le chef « militaire » de la Codeco.

Dans un communiqué publié le 25 janvier, la coordination humanitaire des Nations unies s'est alarmée de la « détérioration drastique de la situation sécuritaire » en Ituri et avancé qu'au moins 200 civils ont été tués à la suite d'attaques de groupes armés non-étatiques ces six dernières semaines.

Le 18 janvier, un porte-parole de l'ONU déclarait à New York que les Casques bleus de la Monusco (force des Nations unies en RDC) déployés dans la province avaient découvert des fosses communes avec près de 50 civils morts, et attribuait ces attaques à la milice Codeco.

L'Unicef exige la libération de 13 enfants enlevés dans l'est

L'Unicef a exigé vendredi la libération d'au moins 13 enfants, 11 garçons et 2 filles, enlevés en début de semaine dans l'est de la République démocratique du Congo lors d'une attaque attribuée aux ADF (Forces démocratiques alliées). Cette attaque dans le village de Makugwe dans la province du Nord-Kivu a fait au moins 24 morts dans la nuit du dimanche à lundi.

Dans un communiqué, l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) « a demandé la libération immédiate et inconditionnelle d'au moins 13 enfants qui auraient été enlevés » au cours de cette nuit de violences. Ces enfants sont « 11 garçons et 2 filles, âgés de 12 à 14 ans ».

Selon l'agence onusienne, dans cette attaque « au moins 24 personnes ont été tuées, dont une jeune fille de 13 ans et cinq femmes » et « au moins sept enfants - âgés de 9 à 12 ans - ont été séparés de leurs parents ».

Le principe selon lequel « les enfants n'ont pas leur place dans les conflits armés et doivent être à l'abri de la violence et des enlèvements est inscrit dans le droit international », rappelle l'Unicef dans son communiqué.

90.000 personnes déplacées à cause des affrontements armés rebelles du M23 (ONU)

Les humanitaires de l'ONU ont rapporté que les récents affrontements entre les forces de la République démocratique du Congo (RDC) et les rebelles du M23 ont déplacé environ 90.000 personnes, a déclaré vendredi Stéphane Dujarric, porte-parole principal du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

Selon M. Dujarric, les rapports initiaux du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) concentraient les combats à Kitchanga et dans ses environs, dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC. « De nombreuses personnes déplacées cherchent refuge dans la ville voisine de Mweso, dans des écoles, des églises et des familles d'accueil », a-t-il précisé, en ajoutant « Alors que de plus en plus de personnes déplacées arrivent à Mweso, les organisations humanitaires s'inquiètent de la propagation du choléra, après une épidémie le mois dernier ». Selon M. Dujarric, les affrontements ont également entravé l'accès aux routes, rendant difficile l'acheminement de l'aide humanitaire.

Il a assuré que la mission de maintien de la paix de l'ONU, connue sous le nom de MONUSCO, fournissait la sécurité physique et l'aide immédiate, y compris des abris, de l'eau et des soins médicaux, à environ 500 civils déplacés dans et autour de la base de l'ONU à Kitchanga.

M. Dujarric a affirmé que les Nations Unies réitérent l'appel du Secrétaire général à tous les groupes armés à déposer leurs armes et à rejoindre le programme national de désarmement, de démobilisation, de redressement communautaire et de stabilisation.

APS

RÉGION DU LAC TCHAD

Plus de 500 millions de dollars d'aide pour la sécurité

Les Etats riverains du lac Tchad et des donateurs internationaux ont l'ONU ont annoncé une aide de plus de 500 millions de dollars, pour protéger des millions de civils menacés dans cette région par les groupes terroristes.

« Les Etats membres et les donateurs institutionnels ont annoncé l'octroi de plus de 500 millions de dollars pour soutenir une réponse

régionale globale, complémentaire et coordonnée à la crise dans la région du lac Tchad », indique un communiqué après une réunion en début de semaine à Niamey, au Niger.

Les participants s'étaient réunis pour « permettre un retour plus rapide à la paix » et « renforcer la résilience de plus de 24 millions de personnes » touchées par la crise dans la région.

Les Etats riverains du lac Tchad - Niger, Nigeria, Cameroun et Tchad - et la communauté internationale se sont déjà réunis à Oslo en 2017, puis à Berlin en 2018, pour mobiliser des fonds.

A Berlin, plus de 2,17 milliards de dollars avaient été promis en faveur de l'action humanitaire et la « consolidation de la paix ».

Toutefois, l'ONU a estimé que « les exigences de financements » pour les interventions « d'urgence » dans la région se sont accrues de 259 millions de dollars depuis 2018.

Les effets de la pandémie de Covid-19 et l'impact du changement climatique ont entre temps « exacerbé la situation humanitaire » et 5,3 millions de personnes sont toujours déplacées, a expliqué l'ONU.

« Des efforts ont été entrepris » mais du fait « de la détérioration accélérée des conditions de vie, nos interventions semblent être très éloignées de la réalité des besoins », a déclaré le ministre nigérien des Affaires étrangères Hassoumi Massoudou, cité dans le communiqué.

« Si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes de la crise, nous ne parviendrons pas à panser les blessures de la région », a prévenu la sous-secrétairerie générale de l'ONU aux affaires humanitaires et coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Joyce Msuya.

TCHAD

Au moins 20 morts dans un accident de la route dans l'est du pays

Au moins 20 personnes ont été tuées et sept autres blessées dans la nuit de jeudi à vendredi dans un accident de la circulation dans l'est du Tchad, selon des médias locaux, citant un communiqué du ministère des Transports terrestres et de la Sécurité routière.

Un bus avec 31 passagers à bord, au départ de la capitale tchadienne N'Djaména à destination d'Abéché, chef-lieu de la province du Ouaddaï (est), a heurté aux environs de 23H30 locales un gros porteur en partance pour N'Djaména, tombé en panne et stationné sur la chaussée, à quelques 35 km de la ville d'Oum-Hadjer (est), a indiqué le ministre des Transports terrestres et de la Sécurité routière, Fatima Goukouni Weddeye, dans le communiqué. Selon la ministre, 18 personnes ont été tuées sur place alors que deux autres ont succombé après leur évacuation à l'hôpital d'Abéché. Elle a attribué l'accident, au « non-respect des règles de sécurité routière en cas de panne de véhicule sur la route, à l'excès de vitesse, à la surcharge du gros porteur, à la fatigue et l'imprudence du chauffeur », selon la même source.

MADAGASCAR

Plus de 5300 d'élèves privés d'école en raison de la tempête Cheneso

Plus de 5300 enfants sont privés d'école à Madagascar en raison de la tempête Cheneso qui a touché le pays ces derniers jours et a fait 16 morts et 19 portés disparus, ont indiqué les autorités locales.

Plus de 160 écoles, collèges et lycées ont été touchés par les inondations provoquées par cette forte tempête tropicale, privant de cours plus de 5.300 élèves, selon le bilan provisoire des autorités.

Un chiffre qui ne prend pas en compte les circonscriptions scolaires - notamment celle de la capitale Antananarivo - qui ont décidé de suspendre les cours cette semaine à titre de prévention en raison des fortes pluies qui continuent de s'abattre sur la Grande Ile.

Depuis plusieurs an-

nées, organisations de la société civile engagées dans le secteur de l'éducation plaident pour un nouveau calendrier scolaire adapté au climat et aux infrastructures de Madagascar.

Des grandes vacances pendant la saison des pluies et des cours au mois de juillet et août, pendant la saison sèche.

C'est ce que défend notamment l'Alliance stratégique de l'éducation, qui regroupe plusieurs organisations de la société civile engagées dans le secteur de l'éducation.

Lily Razafimbelo, enseignante en sciences de l'information documentaire à l'université d'Antananarivo, est l'une des membres du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes : « avec le chan-

gement climatique, ça ne concerne pas seulement les régions côtières, mais c'est aussi maintenant les hautes terres qui sont aussi victimes de ces problèmes d'inondations pendant la saison des pluies.

Donc, cela a des impacts sur le niveau scolaire qui est déjà très bas.

Pour nous, c'est quand même l'intérêt de la majorité que nous défendons, et pas seulement l'intérêt d'une petite minorité qui refuse ce nouveau calendrier.

Parce que, pour eux, ça décale par rapport aux pays européens où ils envoient leurs enfants ».

Un nouveau calendrier, qui débute en mars et se termine en décembre, a été inscrit dans le plan sectoriel de l'éducation (2018-

2022), mais n'a finalement jamais été appliqué. Ny Aina, père de deux enfants en école primaire à Antananarivo, s'agace de ce problème qui se répète chaque année : « La saison des pluies, c'est tous les ans ! Ce n'est pas quelque chose que l'on découvre. Le calendrier actuel n'est pas adapté à notre pays.

Il faut prendre une décision une bonne fois pour toute, parce que les cours des enfants sont interrompus tout le temps et leur niveau baisse beaucoup ».

Le Directeur général en charge des établissements scolaires au sein du ministère de l'Éducation a indiqué que des études sont en cours pour que chaque région fixe son propre agenda en fonction de ses spécificités.

PALESTINE

La Commission de la Palestine à l'UPCI appelle à renvoyer les violations sionistes devant la CPI

Les membres de la Commission de la Palestine à l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI) ont dénoncé, vendredi à Alger, le massacre de Jénine, proposant de renvoyer les violations sionistes incessantes devant la Cour pénale internationale (CPI).

Dans le cadre des travaux des réunions préparatoires à la 17e session de la Conférence de l'UPCI prévue dimanche et lundi, les membres de la Commission ont réaffirmé la centralité de la cause palestinienne pour la nation musulmane, condamnant le massacre perpétré jeudi à Jénine au nord de la Cisjordanie, ayant fait neuf martyrs et plusieurs blessés palestiniens.

Ils ont également condamné la politique d'occupation de l'entité sioniste et la profanation continue de la mosquée d'Al-Aqsa, en sus des violations des droits du peuple palestinien et le pillage de son patrimoine, appelant à prendre des décisions à cet effet et à mettre en place des mécanismes à même d'assurer une protection internationale au peuple palestinien en vue d'instaurer la paix.

Dans le même contexte, le parlementaire palestinien, Fahmi Al-Zarir a appelé, dans une déclaration à l'APS, les Etats arabomusulmans à «adopter aujourd'hui, de façon directe, des mécanismes contraignants permettant d'apporter un soutien à la Palestine, peuple et gouvernement, dans leur lutte pour la libération, et ce à travers plusieurs voies».

Entre autres principales voies, il a cité «les aspects juridiques et diplomatiques», pour condamner l'occupation sioniste, étant un régime et une entité de ségrégation ra-



ciale par excellence, qui pratique toutes formes de brutalité contre le peuple palestinien. La partie palestinienne compte également sur la présidence de l'Algérie de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI) lors de la prochaine étape pour prendre davantage de décisions exécutives, en soutien au peuple palestinien et à sa direction et en soutien à l'action na-

tionale palestinienne, a ajouté M. Al-Zarir. Insistant sur la nécessité d'unifier le rang palestinien, les participants ont salué le rôle qu'a joué l'Algérie dans la réorganisation des affaires internes palestiniennes et la concrétisation de la réconciliation, appelant à mettre en œuvre les clauses de «la Déclaration d'Alger» et à réaliser ses objectifs, étant l'unique solution pour faire front à l'entité sioniste.

SYRIE

L'ONU met en garde contre un risque de famine inégalé

Le nombre de Syriens souffrant de la faim a atteint un nouveau record après 12 ans de conflit, a averti vendredi l'ONU qui a mis en garde contre «une nouvelle vague d'émigration de masse».

«La faim a atteint un niveau inégalé depuis 12 ans en Syrie», a déclaré le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué.

«Douze millions de personnes ne savent pas comment elles se procureront leur prochain repas», a ajouté le PAM, auxquelles s'ajoutent «2,9 millions de personnes qui risquent de

souffrir de la faim». Selon l'ONU, plus de 90% de la population syrienne vit sous le seuil de la pauvreté depuis le début, en 2011, d'un conflit sanglant ayant tué près d'un demi-million de personnes et dévasté les infrastructures du pays.

La Syrie, dont l'économie s'est effondrée, est désormais au sixième rang des pays comptant le plus de personnes menacées d'insécurité alimentaire.

Les prix des denrées alimentaires ont été multipliés par 12 au cours des trois dernières années dans ce pays frappé en outre par la sécheresse, le choléra et le Co-

vid-19. La malnutrition infantile et des mères «augmentent également à une vitesse sans précédent», selon le communiqué.

Si la communauté internationale n'intervient pas pour aider la Syrie, le pays risque d'être confronté à «une autre vague de démigration massive», a déclaré le directeur du PAM, David Beasley, lors d'une visite en Syrie cette semaine.

«Est-ce ce que veut la communauté internationale?», a-t-il ajouté, exhortant les pays donateurs à redoubler d'efforts pour «éviter cette catastrophe imminente».

THAÏLANDE

Le parti au pouvoir choisit le vice-Premier ministre pour le prochain scrutin national

Le parti à la tête de la coalition au pouvoir en Thaïlande a décidé vendredi de nommer le vice-Premier ministre Prawit Wongsuwan comme candidat aux prochaines élections législatives, ont rapporté des médias.

«Nous proposons à l'unanimité Prawit Wongsuwan pour être l'unique candidat de notre parti», a déclaré Paibul Nititawan, le N.2 du Palang Pracharath (PPRP) que dirige Prawit.

L'annonce s'est faite à Bangkok, lors d'une conférence de presse en toute sobriété, en l'absence de l'intéressé.

La constitution de 2017 prévoit la possibilité pour chaque parti de désigner jusqu'à trois noms pour le poste de Premier ministre.

Un scrutin national pour renouveler la chambre basse est attendu au printemps, bien qu'aucune date n'ait encore été annoncée.

L'ancien général Prawit, âgé de 77 ans, a été Premier ministre par intérim d'août à septembre 2022, lorsque Prayut a été suspendu temporairement par la Cour constitutionnelle. Les deux hommes, unis par leur carrière militaire, sont des proches

de longue date. Prayut Chan-O-Cha (68 ans), arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat en 2014 puis élu Premier ministre en 2019, s'est déclaré candidat pour sa réélection, sous la bannière du Ruam Thai Srang Chart, nouvellement créé.

Sa popularité en berne, ternie par la reprise difficile de l'économie thaïlandaise après la pandémie, nourrit les espoirs de ses adversaires, à commencer par Pheu Thai, le principal parti d'opposition.

Pheu Thai devrait annoncer parmi ses candidats pour le poste de Premier ministre, Paetongtarn Shinawatra (36 ans), la fille de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé par l'armée en 2006.

Ce milliardaire, qui vit en exil à Dubaï pour échapper à une condamnation pour corruption, continue d'animer la vie politique thaïlandaise.

Même si Pheu Thai gagnait la majorité des 500 sièges de la chambre basse, la constitution du royaume donne un avantage aux candidats soutenus par l'armée, étant donné que les 250 Sénateurs nommés par le pouvoir votent aussi pour le Premier ministre - un point contesté par l'opposition.

TURQUIE

Autodafé d'exemplaires du Coran: l'ambassadeur du Danemark convoqué à Ankara

L'ambassadeur du Danemark à Ankara a été convoqué vendredi au ministère des Affaires étrangères, qui a protesté contre des manifestations devant l'ambassade de Turquie et une mosquée de Copenhague, durant lesquelles un extrémiste a brûlé des exemplaires du Saint Coran, selon des médias.

Cette convocation a été décidée quand «nous avons appris qu'une attaque contre notre livre sacré, le Coran, a été autorisée au Danemark aujourd'hui», a précisé une source diplomatique turque à la presse.

«Il a été stipulé à l'ambassadeur que nous condamnons fermement l'autorisation de cet acte provocateur, qui constitue clairement un crime haineux», a indiqué cette source.

Le leader du parti d'extrême droite danois Stram Kurs (Ligne dure), Rasmus Paludan, a obtenu du gouvernement suédois l'autorisation de brûler un exemplaire du Coran devant l'ambassade de Turquie à Stockholm, samedi.

Mardi, le responsable de la branche néerlandaise du groupe d'extrême-droite anti-Islam Pegida, Edwin Wagenveld, a déchiré un exemplaire du Coran à La Haye, la capitale administrative des Pays-Bas.

PÉROU

Le Parlement rejette la demande d'élections anticipées de la présidente

Le Parlement du Pérou a rejeté samedi peu après 00h00 locales (05h00 GMT) la demande formulée par la présidente d'avancer à décembre 2023 les élections générales pour tenter de sortir le pays de la crise politique.

En séance plénière, au terme d'un débat qui a duré sept heures, les parlementaires ont retoqué le texte par 65 voix, 45 élus étaient pour, et deux se sont abstenus.

La proposition présentée vendredi soir prévoyait d'avancer les élections générales à octobre 2023, au lieu d'avril 2024 comme cela avait été décidé le mois dernier.

À l'issue du vote, le président du Parlement José Williams a reçu une demande de «reconsidération du vote», qui pourrait être débattue lundi lors d'une nouvelle session, bien qu'il soit désormais très difficile de revenir sur ce résultat.

«Avec ce vote, la proposition de réforme constitutionnelle visant à avancer les élections est rejetée», a conclu M. Williams.

Mme Dina Boluarte, présidente par intérim du Pérou, voulait avancer ces élections pour sortir le pays de la crise politique qu'il traverse depuis sept semaines.

«Que les élections soient avancées» afin de sortir le pays «du bourbier dans lequel nous sommes», avait plaidé vendredi celle dont les manifestants réclament la démission.

Mme Boluarte dirige le Pérou depuis la destitution le 7 décembre par le Parlement de Pedro Castillo, ce qui a provoqué de violentes manifestations qui ont fait au moins 47 morts.

APS

LIBAN

Deux députés indépendants poursuivent leur sit-in au Parlement

Une élue indépendante a promis vendredi à Beyrouth de poursuivre son sit-in au Parlement jusqu'à ce que les députés élisent un chef de l'Etat au Liban, pays sans président depuis près de trois mois et où la crise socio-économique s'aggrave.

Cette députée, l'écologiste Najat Saliba, et un collègue, l'ancien bâtonnier de Beyrouth Melhem Khalaf, entament vendredi leur deuxième semaine de sit-in pour protester contre les profonds différends politiques empêchant l'élection d'un successeur à Michel Aoun.

À l'issue d'une onzième session du Parlement le 19 janvier, qui a échoué à élire un chef de l'Etat, ils étaient restés dans l'hémicycle.

«Nous restons ici, que personne ne pense que nous allons partir» avant l'élection d'un président, a déclaré vendredi Najat Saliba.

«L'Etat se délite complètement, nous voulons préserver ce qu'il en reste, à savoir le Parlement», a ajouté la députée qui dit dormir dans un salon de l'hémicycle, comme son collègue.

«Nous sommes sans gouvernement, sans système financier et sans justice», a encore déploré Mme Saliba.

Parallèlement à la crise politique et économique, la décision lu ndi du juge indépendant Tarek Bitar de reprendre l'enquête sur l'explosion meurtrière au port de Beyrouth en 2020 a déclenché une véritable guerre au sein de la justice.

Le mandat du président Michel Aoun a expiré le 31 octobre et les députés, profondément divisés, n'arrivent pas à désigner un successeur.

Aucun camp ne dispose d'une claire majorité pour imposer un candidat dans un pays où l'élection d'un président prend souvent des mois.

EVOCACTION

Rouiched, un nom gravé dans la culture algérienne

Avec un talent de comédien inné, une gestuelle et un vocabulaire typiques, et une présence des plus notables dans le cinéma algérien, Rouiched, l'enfant terrible de Casbah aura lui aussi, comme de nombreux autres comédiens, gravé son nom en lettres d'or dans la culture algérienne et la mémoire collective.

Ses œuvres au cinéma et parfois au théâtre sont encore revues avec grand plaisir du public algérien qui a adopté ce monument de la comédie qui a su, par sa spontanéité et sa proximité du vécu de tous, se faire une place de choix dans les cœurs des téléspectateurs et des professionnels et devenir un des artisans de l'âge d'or du cinéma algérien.

Né un 20 avril 1921 à la Casbah d'Alger, cette citadelle qui a enfanté de grands noms du cinéma et du théâtre comme Yahia Benmabrouk, Mohamed Zinet ou encore Mahieddine Bachtarzi, Rouiched, Ahmed Ayad de son vrai nom, artiste autodidacte avait fait ses débuts à la fin des années 1930 sur les planches de la salle Atlas avec une production de El Mahboub Stambouli.

Il a également campé quelques rôles dans des pièces comme «Khabza» avant d'intégrer en 1942 l'a troupe du «Théâtre arabe» de Mahieddine Bachtarzi, puis rejoindre d'autres troupes où il va partager la scène avec Hassan El Hassani dans des œuvres comme «Les malheurs de Bouzid».

Au début des années 1950 Rouiched va également découvrir l'univers du théâtre radiophonique.

Durant la Guerre de libération nationale, Ahmed Ayad est arrêté pour ses activités militantes et détenu pendant deux ans et demi à la prison de Serkadji, dans le sillage de la Bataille d'Alger.

Après sa libération, il est «immédiatement conduit dans un autre centre de regroupement à Beni Messous à l'ouest d'Alger», confie son fils, le comédien Mustapha Ayad.

Au lendemain du recouvrement de l'indépendance, dont l'Algérie commémore cette année le soixantenaire, Rouiched intègre la troupe du Théâtre national algérien en 1963 et y présente des textes comme «Hassan Terro» et «Les concierges» mis en scène par Mustapha Kateb, ou encore «El Ghoul», mis en scène par Abdelkader Aloulou. En 1966, avec le réalisateur italien



Gilo Pontecorvo, Rouiched fait son entrée dans le 7e Art en jouant dans «La bataille d'Alger», produit par «Casbah films» et son fondateur Yacéf Saâdi, qui retrace l'histoire de cette bataille dont ils avaient été acteurs réels.

C'est avec brio qu'il va revenir sur le grand écran avec un film historique, encore une fois sur la bataille d'Alger, mais dans un emballage comique qui va connaître un très grand succès populaire, «Hassan Terro» du réalisateur Mohamed Lakhdar Hamina, où Rouiched campe le personnage principal en plus d'être co-auteur du scénario inspiré de la pièce de théâtre éponyme.

Premier volet de la saga de «Hassan», ce film relate l'histoire de Hassan qui abrite, par hasard dans sa demeure, un grand moudjahid recherché par l'armée coloniale, «une œuvre inspirée de faits réels vécus par Rouiched pendant la Guerre de libération quand le moudjahid Ahmed Bouzrina, activement recherché, avait trouvé refuge dans

le domicile familial», explique Mustapha Ayad.

Rouiched avait également pris part au film «L'opium et le baton» de Ahmed Rachedi avant d'enchaîner «L'évasion de Hassa Terro» réalisé par Mustapha Badie, «Hassan Taxi», de Mohamed Slim Riad, «Hassan Nya» de Ghaouti Ben Deddouche, et «Une médaille pour Hassan» inspiré de sa pièce «Les concierges» et réalisé par Hadj Rahim, des films qui ont distribué de grands acteurs du cinéma algérien comme Chafia Boudraâ, Ouardia Hamtousse, Sid Ali Kouiret, Fatiha Berber, Mustapha Kateb, Abou Djamel ou encore Keltoum.

Il avait aussi été distribué dans des films comme «L'affiche» de Djamel Fezzaz et «Ombres blanches» de Saïd Ould Khelifa, alors qu'il n'avait pas réussi à concrétiser son dernier scénario achevé à la fin des années 1980 sous le titre «Hassan à Paris».

En plus de son immense succès populaire au cinéma, Rouiched est également entré dans les foyers algériens par le petit écran avec le scénario de «Couscous Bladi», produit en 2014.

Pour la postérité, deux livres sur le parcours de Rouiched ont été publiés, «Mémoires de Rouiched, un témoignage vivant sur l'Algérie contemporaine» de Rachid Sahnine et «Rouiched, mon père, mon ami» signé par son fils Mustapha Ayad.

Décédé, à titre posthume en 2017, de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de «Ahdid», Rouiched s'est éteint le 28 janvier 1999.

BISKRA

30 poètes aux journées de la poésie arabe classique

Les journées de la poésie arabe classique se sont ouvertes vendredi-soir à la maison de la culture Ahmed-Ridha-Houhou de Biskra avec la participation de 30 poètes de plusieurs wilayas.

Des récitals poétiques ont été donnés lors de cette ouverture par plusieurs poètes dont Latifa Harbaoui, Lazhar Adjiri et Mounia Lekhdari sur les thèmes de la patrie, l'amour et l'humanisme.

Outre les récitals, des communications et conférences-débats sur la critique, la poésie algérienne et la promotion de la lecture sont programmées.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Abdelkader Bendameche, a indiqué que cette manifestation s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Culture et des Arts de célébration du soixantenaire de l'indépendance et l'animation de la scène culturelle locale.

Cette manifestation de deux jours qui donnera lieu à la distinction de poètes et écrivains est organisée par l'AARC en coordination avec la direction locale de la culture et des arts, selon les organisateurs.

APS

MUSIQUE

Récital à Alger de l'association Dar El Gharnatia de musique andalouse

L'Orchestre de l'association Dar El Gharnatia de musique andalouse de Koléa a animé, vendredi soir à Alger un concert de chants du terroir, devant un public relativement nombreux.

Accueillie à la salle Ibn-Khaloun dans le cadre du programme d'accompagnement culturel du 7e Championnat d'Afrique des nations CHAN 2022, la trentaine d'instrumentistes, dont une dizaine de musiciennes a déployé un répertoire varié, pris en charge par les différentes voix étoffées que compte l'association.

Sous la direction du maestro, Noureddine Saoudi, l'ensemble de Dar El Gharnatia a notamment rendu, entre autres pièces durant la première partie du récital, «Bachraf k'bir» (Ecole Malouf), inqileb araq, «Wallahi law laqa» et noubet H'çin dans ses différentes variations modales et rythmiques.

Des voix ténors et soprano ont enchanté l'assistance, à l'instar du duo, Akram Rezkallah et Rym Afif, interprétant, «Kataâtou Es'Seifa wal Khali», Hamza Zeghouani dans «Ya laymi», Sara Mouloudj et Yazid Bel-

louti dans «Soltane lehwa» et Bachir Nardjes dans «Qom neghnamou».

La deuxième partie a consisté en quelques pièces dans les genres Aroubi et Hawzi, rendues dans le mode Sika, avec notamment, «Wa mili bi djismi», «Keddek ya sabiy», et «Ya ma dellalou ya badri», mettant en valeur le génie créatif des maîtres de cette musique savante qui ont écrit ses textes et composé ses airs à travers les siècles.

Côté orchestration, l'ensemble des instrumentistes du cours supérieur de l'association, a fait preuve de maîtrise technique et de professionnalisme, à l'exemple de Fayçal Mazouni au Oud qui a excellé dans l'interprétation d'un istikhbar et qui, du haut de ses 50 ans d'adhésion à ce collectif, constitue le plus ancien membre de Dar El Gharnatia.

Egalement pour Yazid Bellouti à la Kouitra et Djihad Labri au Qanun, qui ont brillé dans l'interprétation de deux autres istikhbars très applaudis par l'assistance.

Les sonorités relevées des instruments à cordes, dont

une contre basse, ont rappelé la noblesse des airs entraînants du genre, suggérant, bien que la musique andalouse soit un registre aux normes arrêtées et bien établies, de belles distributions harmoniques.

La variation des cadences irrégulières, support au lyrisme romantique des textes, a mis en valeur leur parfaite adéquation à la beauté et l'authenticité des airs andalous, au plaisir d'un public qui a savouré tous les moments du spectacle.

Fondée en 1972, l'Association Dar El Gharnatia se fixe pour objectif la sauvegarde, la promotion et la vulgarisation du patrimoine culturel andalou.

Elle compte à son actif huit albums essentiellement consacrés aux Noubas, dont, Rasd Edhil, Zidene, Raml El Maya, et «El Lahn el khaled» (la mélodie éternelle), sorti en 2020, et qui a mis en valeur le jeune, Walid Medjadji, une des voix promise à une belle carrière.

Le spectacle de musique andalouse présenté par l'association Dar El Gharnatia a été organisé par l'Établissement Art et Culture.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
WILAYA DE TEBESSA

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

Code fiscale : 099712019001139

AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 du décret présidentiel n°15/247, du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics. La Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Tébessa informe l'ensemble des Soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales paru le 05/10/2022 au quotidien DK NEWS et le 06/10/2022 au quotidien El Ayam, relative à l'opération: Acquisition des équipements médicaux au profit des structures légères de la wilaya de Tébessa, le lot suivant:

Marché attribué à la société:

Opération	Entreprise Retenue	Montant avant vérification	Montant après vérification	Note technique	DELAIS	OBS
Lot N° 04: Acquisition, installation automate de biochimie	SARL IMS Alger Code fiscale 099916000718595	6.426.000,00 DA	6.426.000,00 DA	80	01 jour	Moins disant

Tout soumissionnaire contestant le choix effectué par la commission d'évaluation des offres, peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de la publication du présent avis dans la presse et le BOMOP (prendre en considération la 1ère publication) auprès de la commission des marchés de la Wilaya de Tébessa, conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15/247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de recours est prorogée jusqu'au premier jour de travail, les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher des services de la direction au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière.

ESPACE

Un astéroïde de la taille d'un camion a frôlé la Terre

Un petit astéroïde de la taille d'un camion, qui a soudainement surgi de l'obscurité il y a quelques jours avec la Terre en ligne de mire, nous a frôlé sans faire de dégâts jeudi, a indiqué la Nasa.

Contrairement à ce qui a été vu maintes fois dans les films hollywoodiens, aucune mission mondiale visant à le faire exploser ou dévier de sa trajectoire avec des missiles n'a été nécessaire.

Au lieu de cela, l'astéroïde 2023 BU est passé sans incident avant de repartir dans l'obscurité de l'espace.

L'objet, repéré pour la première fois samedi depuis un observatoire en Crimée, s'est approché le plus près de la pointe sud de l'Amérique du Sud vers 00h29 GMT vendredi, selon les scientifiques qui le suivaient.

A son point le plus proche, l'astéroïde se trouvait à 3,600 kilomètres de la surface de la Terre, soit beaucoup plus près que de nombreux satellites géostationnaires orbitant autour de la planète.

C'est l'astronome amateur Guennadi Borissov, le découvreur de la comète interstellaire Borissov en 2019, qui a tiré la sonnette d'alarme samedi.

Des dizaines d'observations ont ensuite été réalisées par



des observatoires à travers le monde, confirmant l'arrivée de 2023 BU.

Le système d'évaluation des risques d'impact de la Nasa, Scout, a rapidement exclu une collision avec la Terre.

«Malgré les très rares observations, il a néanmoins été en mesure de prédire que l'astéroïde ferait une approche extraordinairement proche de la Terre», a déclaré Davide Farnocchia, ingénieur de na-

vigation au Jet Propulsion Laboratory (JPL), qui a développé Scout. Il s'agit «d'une des approches les plus proches par un objet géocroiseur (un astéroïde ou une comète dont l'orbite croise celle de la Terre, ndlr) jamais enregistrées», complète-t-il.

Si les calculs avaient été erronés, cependant, l'humanité s'en serait probablement bien sortie, selon les scientifiques.

L'astéroïde, qui mesure en-

tre 3,5 et 8,5 mètres de diamètre, se serait désintégré en grande partie dans notre atmosphère, ne faisant retomber potentiellement que quelques débris sous forme de petites météorites. Selon les responsables de la Nasa, la gravité terrestre modifiera l'orbite de l'astéroïde autour du Soleil.

Avant sa venue, il lui fallait 359 jours pour faire le tour de notre étoile. Il lui en faudra maintenant 425, selon la Nasa.

ETATS UNIS

Démantèlement d'un des principaux réseaux d'attaques au rançongiciel au monde

Les autorités américaines ont annoncé jeudi le démantèlement d'un des principaux réseaux d'attaques au rançongiciel au monde, baptisé «Hive», accusé d'avoir pris pour cible 1.500 entités dans 80 pays.

«La nuit dernière, le ministère de la Justice a démantelé un réseau international de rançongiciel qui a extorqué ou tenté d'extorquer des millions de dollars à ses victimes», a déclaré le ministre Merrick Garland lors d'une conférence de presse. Les serveurs du groupe ont été saisis et la police fédérale a pris le contrôle de son site sur le «darkweb», la partie d'internet non référencée par les navigateurs classiques, a-t-il précisé.

L'opération a été menée en coordination avec les forces de police allemande et néerlandaise, ainsi que d'Europol, a ajouté le directeur de la police fédérale américaine (FBI) Christopher Wray.

Détecté pour la première fois en juin 2021, le groupe criminel Hive est accusé d'avoir collecté plus de 100 millions de dollars de rançon. Après s'être infiltrés dans un système informatique, les pirates



au rançongiciel cryptent les données des entreprises et exigent un paiement pour les débloquer. Selon des firmes spécialisées en cybersécurité, le rançongiciel de Hive, ou «ransomware» en anglais, a été déployé contre des hôpitaux américains, la chaîne

allemande de magasins d'électronique Telemarkt ou encore le géant indien Tata.

En novembre, les autorités américaines avaient émis un bulletin d'alerte à son sujet pour aider de potentielles victimes à faire face à ces attaques.

ALLEMAGNE

Des administrations, aéroports et entreprises ciblés par des cyberattaques

Des sites internet d'administrations, d'entreprises et d'aéroports allemands sont ciblés par des cyberattaques, entraînant pour certains une paralysie, a indiqué jeudi l'agence fédérale de cybersécurité (BSI).

Les services du BSI ont été informés «d'attaques DDoS (par déni de service) actuellement en cours contre des cibles en Allemagne», a déclaré jeudi un porte-parole du BSI.

Des «cibles individuelles dans le secteur financier» et des sites d'administrations fédérales seraient également at-

taqués, sans conséquence majeure à ce stade. Les attaques par déni de service (DDoS) consistent à prendre pour cible un système informatique en inondant de messages ou de requêtes de connexion.

Attribuer clairement ce type d'attaques est cependant «particulièrement difficile concernant les collectifs de hackers», tempère le porte-parole du BSI.

Ces hackers «lancent des appels spécifiques à l'action, puis beaucoup de gens participent» mais «il est difficile de prouver que la paternité peut

leur être attribuée», précise-t-il. «Certains sites sont actuellement indisponibles», a confirmé le porte-parole du BSI, après que deux quotidiens de Stuttgart ont évoqué jeudi matin des blocages.

«Il n'existe actuellement aucune indication de répercussions directes sur les services concernés et, selon l'évaluation du BSI, il ne faut pas s'attendre à des répercussions si les mesures de protection habituelles sont prises», assure le porte-parole.

Les attaques contre les sites de l'administration fédérale

et des Lander ont ainsi été «en grande partie repoussées à ce stade» et sont restées «sans conséquences graves», selon lui.

Le site de la police de la région du Bade-Wurtemberg a aussi été visé, selon le ministère régional de l'Intérieur.

L'enquête a été confiée à la police de ce Land. L'Allemagne a été visée ces dernières années par plusieurs cyberattaques, dont une en 2015 avait ciblé le Bundestag, la chambre basse du parlement allemand, et les services de l'ex-chancelière Angela Merkel.

INTERNET

Plusieurs services de Microsoft inaccessibles mercredi à travers le monde

Plusieurs services de Microsoft, parmi lesquels l'outil de travail collaboratif Teams ou la messagerie Outlook, étaient indisponibles mercredi matin dans le monde à cause de «problèmes de configuration réseau», a indiqué le groupe américain sur Twitter.

«Nous avons isolé le problème», lié à des soucis de «configuration réseau», et «nous cherchons la meilleure stratégie pour y remédier», a écrit l'un des comptes de services de Microsoft sur Twitter. Ce même compte avait confirmé les perturbations une heure plus tôt.

Sur Twitter, de nombreux utilisateurs à travers le monde se sont plaints de ne pas pouvoir accéder à leurs outils habituels.

Sur le site spécialisé Downdetector, des incidents étaient signalés aux Etats-Unis et en Europe pour plusieurs autres services appartenant à Microsoft, de la plateforme de jeux Xbox Live au réseau social LinkedIn.

Mais le nombre de signalements semblait décroître. A noter que le groupe a vu sa croissance ralentir et ses bénéfices diminuer lors du dernier trimestre 2022, selon ses résultats publiés mardi, signe que la conjoncture économique finit par rattraper même les géants du cloud.

Microsoft annonce avoir réparé une importante panne réseau

Microsoft a indiqué mercredi avoir restauré l'ensemble des services affectés dans la matinée par une panne mondiale, causée par un souci de configuration réseau.

«Nous avons confirmé que les services impactés se sont rétablis et restent stables», a tweeté le groupe informatique via un compte répertoriant les incidents. «Nous enquêtons sur un impact potentiel sur le service en ligne Exchange (un logiciel pour serveur de messagerie électronique, NDLR)», a ajouté l'entreprise.

L'outil de travail collaboratif Teams ou la messagerie Outlook ont été largement perturbés mercredi matin par la panne.

Près de trois heures après les premiers signalements, Microsoft avait affirmé sur Twitter avoir «annulé» une mise à jour récente de configuration à l'origine du problème, selon l'entreprise.

Sur Twitter, de nombreux utilisateurs à travers le monde s'étaient plaints de ne pouvoir accéder à leurs outils habituels.

«J'ai un devoir à rendre dans une demi-heure sur Teams et les serveurs ne fonctionnent pas en Inde.

Veillez faire quelque chose», avait ainsi écrit un utilisateur.

Sur le site spécialisé Downdetector, des incidents ont été signalés aux Etats-Unis et en Europe pour plusieurs autres services appartenant à Microsoft, de la plateforme de jeux Xbox Live au réseau social LinkedIn.

Mais le nombre de signalements a décliné au fil de la journée. Sur une page d'information dédiée, le géant informatique a reconnu que certains utilisateurs n'avaient pas pu accéder à une dizaine de services, incluant Teams, Exchange, Outlook, SharePoint, ou OneDrive for Business.

Le problème semblait lié plus généralement à des problèmes de connectivité vers l'offre cloud Azure.

Microsoft a annoncé mi-janvier qu'il allait licencier environ 10.000 employés d'ici fin mars (soit un peu moins de 5% de ses effectifs), invoquant la conjoncture économique et les changements de priorités de ses clients.

Le groupe a vu sa croissance ralentir et ses bénéfices diminuer lors du dernier trimestre 2022, selon ses résultats publiés mardi, signe que la conjoncture économique finit par rattraper même les géants du cloud.

RALLYE INTERNATIONAL AUTO DAMES/ 2^{ÈME} PHASE**Le cortège du rallye fait show au centre-ville d'Annaba**

Le cortège du rallye international auto dames a fait show vendredi après-midi à son arrivée à Annaba en provenance de Sétif dans le cadre de sa deuxième étape en traversant la route de la place de la révolution dans un circuit offert par les participantes aux habitants d'Annaba avant de se déplacer vers la région de Séraïdi.

La délégation du rallye international auto dames à sa tête est arrivée à Annaba après avoir parcouru 275km de Sétif à Annaba, un circuit qui leur a permis de prendre de belles photos dans un paysage couvert de neige le long du trajet de la deuxième étape de la compétition, a déclaré à l'APS Dounia Hidjab, présidente de l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin, initiatrice de cette édition du rallye. Chaleureusement accueilli à leur arrivée à Annaba, les participantes représentant des pays arabes et européens ont exprimé leur joie et se sont montrées impressionnées par l'ambiance de fête particulière qui leur a été ré-

servée à travers des spectacles de troupes folkloriques en présence du public venu nombreux à la place de la révolution, a ajouté Mme. Hidjab.

Le chef de l'exécutif local, Djamel Eddine Berimi avec des cadres de la wilaya ont accueilli les participantes à la place de la révolution et les ont accompagné à la salle du théâtre régional Azeddine Medjoubi où une exposition sur le patrimoine populaire local a été organisée à la faveur des participantes qui ont sillonné à la place de la révolution une exposition de l'artisanat et des métiers.

La délégation du rallye international auto dames visitera au cours de son séjour à Annaba, le



centre d'entraînement des équipes sportives (Creps) de Séraïdi, a-t-on fait savoir, précisant que les participantes à ce rallye assisteront

au stade 19 mai 1956 au match des quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations CHAN vendredi-soir entre les équipes du

Sénégal et la Mauritanie. Le cortège du rallye international auto dames comprend 28 véhicules conduits par 80 pilotes dont 42 de plusieurs wilayas de l'Algérie, a-t-on rappelé.

Les participantes entameront samedi la troisième étape de ce rallye (Annaba- Batna) après une tournée touristique dans la ville d'Annaba, a précisé la présidente de l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin.

Le rallye international auto dames est organisé par l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin en collaboration avec les wilayas d'Alger, Sétif, Annaba et de Batna.

CYCLISME

TOUR DE SHARJAH

Hamza Yacine vainqueur de la 2^e étape

Le cycliste algérien Hamza Yacine de la formation Dubaï Police a remporté samedi la deuxième étape du Tour cycliste international de Sharjah aux Emirats arabes unis (27 au 31 janvier), indique la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). L'Algérien a franchi en premier la ligne d'arrivée de la course disputée entre la ville de Sharjah

et Al Badayer sur une distance de 130,7 Km, devant son compatriote au sein de la formation Dubaï Police, Nassim Saïdi. Vendredi, Nassim Saïdi est entré en troisième position, lors du contre-la-montre individuel, disputé sur une distance de 8,9 kilomètres, alors que l'Ecossais Kyle Gordon l'avait emporté, devant le Grec Polychronis Tzot-

zakis. Au classement général, l'Algérien Nassim Saïdi a endossé le maillot jaune de leader.

La sélection nationale est composée de Raouf Bengayou, Abdellah Bousouf, Abdelkrim Ferkous, Oussama Cheblaoui et Ayoub Ferkous, sous la conduite du Directeur technique national (DTN), Samir Allam.

Nassim Saïdi en 3^e position au contre-la-montre

Le cycliste algérien Nassim Saïdi est entré en troisième position, lors du contre-la-montre individuel du Tour de Sharjah, disputé vendredi matin, en ouverture de cette compétition, qui se déroule du 27 au 31 janvier courant aux Emirats Arabes Unis. Sociétaire de l'équipe Dubaï Police, l'Algérien a bouclé les 8,9 kilomètres de cette course en 11heures 25:12, alors que le Britannique Kyle Gordon l'avait emporté en 11heures 21:37, devant le Grecque Polychronis Tzotzakis, deuxième en 11:22:38". Au

total, 98 coureurs ont pris part à ce CLM-Individuel, dont six algériens. Le meilleur d'entre eux, après Saïdi, a été Islam Mansouri, entré en 18^e position, en 11 heures 43:37, alors que son compatriote Hamza Yacine a franchi la ligne d'arrivée en 25^e position, avec un chrono de 11 heures 50: 65. La sélection nationale est dirigée au Emirats Arabes Unis par le Directeur technique national (DTN), Samir Allam, assisté dans sa tâche par le mécanicien Djamel Ould Terki et le soigneur Yacine Mokhtari.

TROPICALE AMISSA-BONGO (5^E ÉTAPE)**Victoire de l'Espagnol Miguel Angel Fernandez, l'Algérien Hamza Amari 5^e**

L'Algérien Hamza Amari est entré en cinquième position lors de la cinquième étape de la Tropicale Amissa-Bongo, disputée vendredi sur une distance de 103,5 kilomètres, entre Kango et Angondjé (Gabon), et remportée par l'Espagnol Miguel Angel Fernandez Ruiz. Le coureur de Burgos-BH s'est imposé avec un chrono de 2h05:21", devant le Français Geoffrey Soupe, de l'équipe Total-Energies (2^e) et l'Érythrien

Henok Mulueberhan (3^e), ayant réalisé le même temps. Même les cinq coureurs algériens engagés dans cette course ont réalisé le même chrono (2h05:21"), à commencer par Hamza Amari, entré en cinquième position, Mohamed Nadjib Assel (13^e), Azeddine Lagab (25^e), Abderrahmane Mansouri (36^e) et Salah-Eddine Al Ayyoubi Cherki (39^e). Au classement général individuel provisoire, c'est toujours le Français

Jason Tesson qui caracole en tête, en 14h36:07", alors que l'Algérien Hamza Amari a progressé de la 14^e à la 4^e place, avec un temps de 14h36:31".

La prochaine étape, la 6^e, est prévue sur un circuit fermé à Port-Gentil. Quinze équipes, de différents pays, participent à cette 16^e édition de la "Tropicale Amissa-Bongo", prévue en sept étapes, sur une distance totale de 933,7 kilomètres.

"Ma victoire d'étape est porteuse d'un message de confiance aux jeunes" (Lagab)

Le cycliste algérien Azeddine Lagab, vainqueur haut la main la 4^e étape de la Tropicale Amissa-Bongo, disputée jeudi entre Mouila et Lambaréné (Gabon), a affirmé dans une déclaration au site officiel de la Fédération (FAC), que cette victoire est porteuse d'un message de confiance à ses jeunes coéquipiers. "Nous participons à cette édition 2023 de la Tropicale Amissa-Bongo avec les jeunes, et en tant qu'ancien, je suis très essentiellement pour les encadrer. Je pense que ma

victoire lors de la 4^e étape leur a prouvé que même pour eux, l'exploit est possible, y compris au plus haut niveau" a-t-il indiqué. Selon Lagab "les jeunes sont souvent impressionnés, surtout pendant les grands événements internationaux, lorsqu'ils sont opposés à de grands champions, faisant qu'ils se contentent souvent de jouer les outsiders. Mais cette victoire leur a prouvé que le cycliste algérien a lui aussi du potentiel, et qu'il peut également réaliser de grands ex-

ploits, même au plus haut niveau, à la seule condition qu'il commence par croire en ses capacités" a-t-il ajouté. Lagab s'était imposé en 4h34'28", devant le redoutable érythrien Teshome Hagos, qui avait réalisé le même temps, alors que le reste du peloton, emmené par le Français Jason Tesson, est entré avec vingt secondes de retard (4h34'47"). Au classement général individuel, c'est Jason Tesson qui mène le bal, avec un temps de (12h30'49"), alors que le meilleur al-

gérien, Hamza Amari est actuellement 14^e, avec un temps de 12h31'15", alors que Lagab n'est que 33^e, avec un temps de 12h32'38". Dans le général provisoire "par équipes", c'est la formation érythrienne qui caracole en tête, en 37h32'26", alors que la sélection algérienne est 9^e, en 37h37'57". Quinze équipes, de différents pays, participent à cette 16^e édition de la "Tropicale Amissa-Bongo", prévue en sept étapes, sur une distance totale de 933,7 kilomètres.

JUDO - GRAND PRIX DU PORTUGAL L'Algérien Wail Ezzine (-66 kilos) éliminé au 2^e tour

Le judoka algérien Wail Ezzine (-66 kg) a été battu vendredi par l'Azeri Yashar Najafov au deuxième tour du Grand Prix du Portugal, qui se déroule du 27 au 29 janvier à Almada. Versé dans la Poule "B", Wail Ezzine avait commencé par remporter son premier combat contre le portugais Bruno Bento, mais il n'a pas fait long feu, puisqu'il s'est fait éliminer dès le tour suivant.

L'Algérie est représentée par quatre athlètes dans ce tournoi (deux messieurs et deux dames). Il s'agit de Driss Messaoud chez les moins de 73 kilos (messieurs), ainsi que Belkadi Amina et Sonia Asselah respectivement chez les moins de 63 kilos et les plus de 78 kilos (dames). Driss Messaoud a hérité de la poule "D", où il débute contre le Français Luca Otmane. En cas de qualification, il sera opposé à l'Espagnol Salvador Cases Roca, qui lui a été exempté du premier tour.

De son côté, Belkadi Amina a été placée dans la Poule "A", où elle a été exemptée du premier tour. Elle débute donc directement au deuxième, contre l'Ukrainienne Anastasiia Antipina. Idem pour sa compatriote Sonia Asselah, qui a été exemptée du premier tour dans la Poule "B" des plus de 78 kilos. Elle débute donc directement au deuxième, contre la gagnante du combat entre la Polonaise Kinga Wolszczak et la Kazakh Akerke Ramazanova. La compétition a drainé la participation d'un total de 580 judokas (344 messieurs et 236 dames), représentant 83 pays, issus des cinq continents.

Avec 37 judokas engagés (20 messieurs et 17 dames), le Portugal, pays hôte de la compétition, est le mieux représenté, devant la France et le Kazakhstan, ayant engagé 25 athlètes chacun, au moment où certains pays comme l'Afrique du Sud et l'Uruguay n'ont engagé qu'un seul athlète chacun.

KARATÉ - TOURNOI INTERNATIONAL DE PREMIER LEAGUE**La sélection algérienne à pied d'oeuvre au Caire (fédération)**

La sélection algérienne de karaté-do, composée de 10 athlètes, est à pied d'oeuvre au Caire pour prendre part au Tournoi international de Premier League, prévu du 27 au 29 janvier dans la capitale égyptienne, a indiqué jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FAK).

"La participation à ce tournoi est une étape importante pour nos karatékas en vue de récolter le maximum de points en prévision des Mondiaux 2023 à Budapest (Hongrie)", a écrit la FAK sur sa page Facebook officielle. "Encore une fois, c'est le Comité olympique et sportif algérien qui s'est engagé à assumer le frais de cette participation, et nous l'en remercions du fond du cœur, car notre fédération souffre toujours d'une crise financière aigue, faisant que sans cette aide du COA, nous n'aurions pas pu participer", ajoute l'instance.

Pour cette compétition, la staff technique national a fait appel à 10 athlètes (5 dames et 5 messieurs), dont les cham-

piennes du monde des moins de 21 ans (U21) en octobre 2022, Cylia Ouikane (-50 kg) et Louiza Abouriche (-55 kg). Dans une déclaration à l'APS avant le départ de la délégation pour le Caire, le président de la FAK, Yacine Gouri, avait indiqué qu'il sera difficile de viser les premières places. "Nos athlètes sont à l'arrêt depuis presque trois mois et comme vous le savez, il est difficile de viser le titre sans préparation adéquate, surtout que la compétition sera de très haut niveau, en présence du Top 32 mondial. Notre objectif se limitera donc à essayer de récolter des points", a-t-il dit.

Liste des athlètes retenus pour le tournoi international de Premier League du Caire :

Dames : Cylia Ouikane (-50 kg), Rayane Sokor (-50 kg), Louiza Abouriche (-55 kg), Djihane Syouda (-55 kg), Karima Mekaoui (-61 kg).

Messieurs : Alla Eddine Salmi (-60 kg), Fouad Benbarra (-67 kg), Oussama Zaid (-75 kg), Oussama Zitouni (-84 kg), Hocine Daikhi (+84 kg).

C H A N 2 0 2 2

QUARTS DE FINALE

Les Verts avec les tripes passent en demies

La sélection algérienne des joueurs locaux a arraché avec les tripes sa qualification aux demi-finales du championnat d'Afrique des nations (CHAN-2022), en s'imposant devant une solide formation ivoirienne (1-0), pour le compte des quarts de finale disputés vendredi soir au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger).

La grande explication entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire était donc très attendue par le grand public et les observateurs du CHAN-2022, compte-tenu de la qualité des deux sélections, habituées à donner le meilleur d'eux-mêmes dans ce genre de rencontres. Dans une chaude empoignade, qui a connu l'expulsion du gardien Guendouz et du défenseur ivoirien Kouassi Attohoulou Yao, l'équipe nationale a réussi à se qualifier aux demi-finales sur un penalty d'Ayem Mahious dans le temps additionnel.

Le sélectionneur national Madjid Bougherra a repris son onze "habituel", notamment avec le retour en défense du capitaine Ayoub Abdellaoui, remis d'une blessure au niveau du pied. "D'abord, je remercie les supporters, ils ont poussé les joueurs jusqu'au bout pour obtenir le penalty et gagner ce match. L'état d'esprit des joueurs était irréprochable. Je suis déçu pour le carton rouge brandi pour Guendouz, ça a changé beaucoup de choses. Les joueurs mentalement étaient très costauds. Draoui et Mrezigue ont accompli un gros travail. Les joueurs se sentaient bien à la pause, ça se discute, ça échange. J'ai dit que le vainqueur de ces

deux équipes est le favori pour aller en finale. Il nous reste une demi-finale entre le Niger et le Ghana, on est déterminés pour aller jusqu'au bout", a déclaré Bougherra lors de la conférence de presse d'après-match. Le sélectionneur national a tenu à saluer le staff médical qui a fait un grand travail dans ces trois derniers jours, notamment avec le retour du capitaine Ayoub Abdellaoui.

"Je tiens à rendre hommage au staff médical qui fait un travail énorme. Il faut bien se reposer, et à partir de demain nous allons repartir au travail. C'est magnifique ce que font les joueurs, mais rien n'est encore fait", a dit Bougherra.

Il a également commenté le premier tournant du match, celui de l'expulsion du gardien Guendouz qui commet une faute en dehors de la surface de réparation sur une passe mal appuyée d'Abdellaoui et après vérification de la VAR (19').

"En concertation avec le staff, j'ai préféré ne pas faire de changements. Mon premier changement devait être Mahious, mais il provoque un penalty et la marque. Il a fait preuve de générosité dans l'effort, il s'est battu,



il fait bien son travail, c'est un joueur d'avenir, assez adroit devant les buts, surtout de la tête. Tous les joueurs étaient bien en

place, ce qui explique qu'on n'a pas fait de changements avant le but.", a-t-il expliqué. Concernant la rencontre des demi-finales, le sélectionneur a ajouté :

"Nous avons déjà joué à Oran, ça va être une demi-finale compliquée, nous devons éviter de s'enflammer. En 2011, l'Algérie avait atteint les demi-finales, mais nous on n'est pas prêt de s'arrêter en si bon chemin. Chapeau pour tous les entraîneurs algériens qui avaient eu à entraîner ces joueurs, c'est leur victoire aussi". Les Verts affronteront mardi prochain au stade Miloud Hadeffi d'Oran le vainqueur du match Ghana-Niger qui aura lieu ce samedi (20h00) dans cette même enceinte.

(1/2 FINALE) ALGÉRIE

La vente des tickets du match des Verts sur la plateforme "tadkirati.chan2022.dz"

La vente des billets du match de la sélection algérienne des locaux comptant pour la demi finale du Championnat d'Afrique des Nations CHAN 2022 prévu le mardi 31 janvier à 17h00 au stade Miloudi Hadeffi d'Oran, aura lieu sur la plateforme tadkirati.chan2022.dz ce samedi à partir de 13h00, a indiqué le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). La sélection algérienne qui s'est qualifiée pour le dernier carré aux dépens de la Côte d'Ivoire (1-0) vendredi au stade Nelson Mandela de Baraki, affrontera en demi-finale le vainqueur du quart de finale entre le Niger et le Ghana qui se joue ce samedi soir (20h00) au stade Miloud Hadeffi. Pour rappel, le nouveau stade d'Oran inauguré en juin 2022 à l'occasion des Jeux méditerranéens est d'une capacité de 40.000 spectateurs.

Trois Algériens dans l'équipe type de la phase de groupes (CAF)

Le gardien de but Alexis Guendouz, le défenseur Chouaib Keddad et le milieu de terrain Housssem Mrezigue, sont présents dans l'équipe type de la phase de groupes du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-2022) qui se déroule en Algérie, a annoncé samedi le groupe d'étude technique (TSG) de la Confédération africaine de football (CAF). Avec trois matches sans encaisser de but, le gardien Alexis Guendouz a été impressionnant jusqu'à présent, veillant à

ce que les Fennecs n'encaissent pas de but. En défense centrale, le Nigérien Ismael Souley et l'Algérien Chouaib Keddad sont associés pour leur capacité à communiquer et à empêcher les joueurs adverses de marquer. Leurs mouvements avec et sans le ballon ont également impressionné le TSG, qui a retenu les deux joueurs pour leur rôle dans la progression de leurs équipes respectives dans le tournoi. Au milieu, le Sénégalais Lamine Camara est installé à droite d'un

milieu de terrain à trois joueurs, tandis que le Malgache Solomampionona Razafindranavo sert de pivot et que l'Algérien Housssem Mrezigue est logé à gauche de ce trio qui offre à la fois des options offensives en attaque et la capacité de revenir en arrière pour reprendre la possession et le contrôle du jeu.

L'équipe type de la phase de groupes :
Gardien de but : Alexis Guendouz (Algérie)

Défenseurs : Eddie Afonso (Angola), Ismael Souley (Niger), Chouaib Keddad (Algérie), Sheikh Sidibe (Sénégal)

Milieux de terrain : Lamine Camara (Sénégal), Housssem Mrezigue (Algérie), Solomampionona Razafindranavo.

Attaquants : Gilberto (Angola), Sankara Karamoko (Côte d'Ivoire), Jonathan Ikan-galombo (République démocratique du Congo).

SÉNÉGAL-MAURITANIE

Les Lions de la Téranga en demi-finale

Les Lions de la Téranga ont accédé en demi-finale du CHAN d'Algérie avec une victoire 1-0 (1-0 mi-temps) sur les Mourabitoune de la Mauritanie au terme du match disputé vendredi-soir au stade 19 mai 1956 d'Annaba pour le compte des quarts de finale du CHAN 2022 (13 janvier-4 février d'Algérie). Le premier quart d'heure de jeu a permis aux deux sélections de se tâter les poulx même si le ballon est resté légèrement plus longtemps chez les sénégalais jusqu'à la 14' minute qui le début d'un jeu plus ouvert avec des occasions évidentes pour les deux parties. L'action la plus dangereuse

a été offerte par le sénégalais Malick Mabye à son coéquipier Pape Diallo qui s'est retrouvé face à face au gardien dont le tir est passé au-dessus de la transversale. Le dernier quart d'heure de cette manche a vu le sifflement par l'arbitre algérien Lotfi Boukouassa d'un penalty pour Ndiaye taclé dans la surface de réparation suite un corner. Confirmé par l'arbitre VAR, le penalty a été transformé en but par Lamine Camara à la 34'. La seconde mi-temps a été marquée par des occasions pour les deux sélections restées toutefois stériles faute de concentration avec un Sénégal soucieux surtout

de préserver son avancée étriquée et une Mauritanie trébuchante dans ses tentatives de remonter au score. Les dernières minutes ont été plus palpitantes du côté mauritanien qui ont intensifié leurs assauts repoussés tenacement par les sénégalais et les Mourabitoune ont raté pas moins de six occasions nettes d'égaliser. Une minute de silence a été observée par les deux sélections au début du match à la mémoire du vice-président de la Fédération mauritanienne de football décédé le 24 janvier courant après la qualification de la Mauritanie pour les quarts de finale.



DÉCLARATIONS...DÉCLARATIONS...DÉCLARATIONS...DÉCLARATIONS...DÉCLARATIONS...DÉCLARATIONS...

Déclarations recueillies par l'APS à l'issue de la rencontre Sénégal - Mauritanie (1-0) disputée dans la soirée de vendredi au stade 19 mai 1956 d'Annaba, pour le compte des quarts de finale du championnat africain de football des joueurs locaux (CHAN2022).

-Pape Bona Thiaw (entraîneur du Sénégal) : "Je suis très heureux du passage de mon équipe en demi finale, cette qualification est méritée au regard des efforts consentis par les joueurs et le staff technique de l'équipe".

Il a ajouté : "Nous étions déterminés à gagner, grâce à la volonté des joueurs, nous avons atteint le but fixé".

Le coach Thiaw a encore déclaré : "Nous étions absents de cette compétition durant 11 ans, mais ce ne fut pas pour nous une surprise, car nous étions bien préparés à ce championnat", soulignant également qu' "il est vrai, nous n'avons pas joué comme il le fallait lors des matches précédents, mais aujourd'hui, nous avons imposé notre présence et nous avons maîtrisé la situation, nous jouons pour la victoire et cela honore le football sénégalais, nous avons donné la joie au peuple sénégalais qui nous apporte tout son soutien".

L'entraîneur Pape Bona Thiaw a exprimé la grande confiance qu'il a placée dans les joueurs qui ont "fourni un excellent ren-

dement sur le rectangle vert et ont donné un jeu souple", a-t-il considéré, avant d'ajouter : "Nous avançons d'un pas sûr, nous rêvons d'aller en finale et cela n'est pas facile, car les quatre équipes restées en compétition sont les plus fortes du championnat".

Pour sa part, le joueur mauritanien Hamia Tandji l'homme du match a déclaré : "Nous avons voulu gagner ce match décisif, mais nous n'avons pas pu marquer contre une équipe sénégalaise forte, mais je demeure fier d'avoir décroché ce titre qui m'incite à travailler plus pour les prochaines compétitions, et obtenir de meilleurs résultats en corrigeant les erreurs commises".

-L'entraîneur mauritanien Emir Eddine Abdou : "Je suis troublé et déçu, nous avons donné un bon match sans gagner la partie en dépit de notre jeu offensif, notre but n'a pas été atteint", ajoutant cependant que "les joueurs mauritaniens ont donné une belle image de notre sélection, en dépit de la défaite".

Il a déclaré également : "Nous avons créé de nombreuses occasions, mais des situations difficiles nous ont empêché de concrétiser". Concernant le penalty, l'entraîneur mauritanien a es timé que "le VAR a confirmé le bien fondé du penalty, il y a eu faute".

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MAN UTD
De gros doutes sur Ratcliffe

Propriétaire de l'OGC Nice, Jim Ratcliffe, à la tête du groupe INEOS, s'est déclaré candidat au rachat de Manchester United (voir ici). Cependant, d'après les informations du tabloïd britannique le Daily Mail, les patrons des Red Devils ont de sérieux doutes par rapport aux intentions de l'homme d'affaires. En effet, dans les coulisses, la famille Glazer pense que Ratcliffe ne compte pas payer le prix fixé à 6 milliards de livres pour s'offrir l'actuel 4e de la Premier League.

NICE
Delort enfin à Nantes ?

Avec un véritable bras de fer, l'avant-centre Andy Delort (31 ans, 14 matchs et 6 buts en L1 cette saison) souhaite quitter l'OGC Nice pour le FC Nantes sur ce mercato d'hiver. Bloqué par ses dirigeants ces dernières semaines, l'international algérien se rapproche enfin des Canaris, d'après les informations du quotidien régional Ouest-France ce samedi.

En effet, les deux formations ont trouvé un accord pour l'ancien Héraultais concernant un prêt jusqu'au terme de la saison avec une option d'achat obligatoire. De son côté, Delort s'est déjà entendu avec le FCN au sujet d'un futur contrat de deux ans. Désormais, Nantes a l'objectif de pouvoir compter sur lui pour la réception de l'Olympique de Marseille mercredi en Ligue 1.

BRIGHTON
Caicedo absent à l'entraînement...

Le ton monte entre Brighton et Moises Caicedo (21 ans, 18 matchs et 1 but en Premier League cette saison). Vendredi (voir ici), le milieu de terrain a affiché son souhait de partir sur ce mercato d'hiver après les offensives XXL de Chelsea et d'Arsenal. Et selon les informations du journaliste Fabrizio Romano, l'international équatorien ne s'est pas présenté à l'entraînement des Seagulls ce samedi.

Dans le même temps, The Athletic assure que l'actuel 6e de Premier League se trouve à l'origine de cette décision car le jeune talent ne participera pas au match face à Liverpool en FA Cup dimanche.

Face à cette situation, les Gunners ont prévu de revenir à la charge en formulant une meilleure offre après une première proposition, estimée à 68 millions d'euros, refusée. Mais Brighton n'a pas prévu de craquer...



O. MARSEILLE
Mbemba choqué par Longoria

Arrivé l'été dernier au terme de son contrat au FC Porto, le défenseur central de l'Olympique de Marseille Chancel Mbemba (28 ans, 19 matchs et 2 buts en L1 cette saison) incarne, sans le moindre doute, l'une des meilleures recrues de la saison en Ligue 1. Lors d'un entretien accordé à Free Ligue 1, l'international congolais est revenu sur le rôle joué par le président phocéén Pablo Longoria dans son arrivée.

«Je suis chez moi à la maison, je vois un numéro français qui m'appelle. Et j'entends : 'c'est le président'. Le président ? C'était le président de Marseille. Je me dis : 'waouh', le président de Marseille m'appelle. Je n'y croyais pas. Il m'a dit d'attendre et m'a appelé en vidéo, et je le vois.»

TROYES
Tibidi, c'est bouclé

Comme attendu, l'ailier Alexis Tibidi (19 ans) renforce Troyes en provenance de Stuttgart sur ce mercato d'hiver. Avec un transfert estimé entre 2,5 et 3 millions d'euros, l'ancien Toulousain a officiellement signé un contrat jusqu'en juin 2027 avec l'ESTAC ce samedi.

PSG
Navas se rapproche de la sortie

Comme nous vous l'indiquions vendredi (voir ici), le gardien du Paris Saint-Germain Keylor Navas (36 ans, 2 matchs toutes compétitions cette saison) souhaite rejoindre Nottingham Forest sur ce mercato d'hiver. Sans surprise, le champion de France en titre n'a pas l'intention de retenir l'international costaricien avec des négociations en cours pour son départ, selon les informations du quotidien L'Equipe ce samedi.

Sur le plan financier, le PSG voit d'un bon œil une potentielle cession de l'ancien Madrilène afin de se délester de son salaire XXL, estimé à 9 millions d'euros par an. Et même en interne, un mouvement de Navas représenterait une bonne nouvelle en raison de ses relations particulièrement fraîches avec le titulaire à ce poste, Gianluigi Donnarumma.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smâil Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smâil Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR "LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INVESTISSEMENT ET LE RÈGLEMENT DES LITIGES"

Président de la République : l'Etat a assuré toutes les conditions auxquelles aspire tout investisseur

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé vendredi à Alger que l'Etat avait assuré toutes les conditions auxquelles aspire tout investisseur.

L'Etat "a consacré le principe de sécurité juridique qui est un des fondements essentiels de l'Etat moderne pour garantir la stabilité législative et une justice indépendante, responsable et efficace, des conditions auxquelles aspire tout investisseur", a souligné le Président Tebboune dans son allocution à l'ouverture du séminaire international sur

"Le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges", tenu au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, lue en son nom par le conseiller du Président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, M. Boualem Boualem, en présence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Et d'ajouter que les Pouvoirs publics ont procédé dans ce cadre à "la révision de toutes les lois relatives à l'investissement notamment le Code de commerce qui a un rôle essentiel dans la garantie de la sécurité des investisseurs conformément aux exigences de l'activité commerciale actuelle sur les plans régional et international avec l'évolution des relations commerciales et l'apparition de nouvelles formes d'activités commerciales". Le Président Tebboune a précisé que le projet du code de commerce "prévoit des mécanismes permettant de faciliter les transactions et de simplifier la conclusion des accords commerciaux et des procédures de création de sociétés commerciales, outre la mise en place de mesures de sauvetage des entreprises en difficulté à travers l'instauration de procédures de prévention et de règlement, à l'amiable, avant que la société n'arrive à l'arrêt de paiement, puis la liquidation judiciaire et la faillite".

Ces mesures sont à

même de "relancer l'économie nationale en préservant l'intérêt de l'entreprise qui poursuit son activité et préserve les postes d'emploi", a-t-il affirmé. Le Président de la République a ajouté qu'il a été également procédé à la dépenalisation de certains actes de gestion des entreprises afin de lever tous les obstacles qui entravent l'opération de gestion des entreprises en vue de rassurer les gérants et les investisseurs et les encourager à investir en Algérie en toute sécurité. "La loi sur l'investissement consacre le principe de la liberté de commerce et d'investissement aux opérateurs algériens et étrangers en leur assurant toutes les garanties et les facilitations pour accéder au monde des affaires en Algérie, sur un pied d'égalité notamment après les mesures prises pour garantir un climat adéquat à l'exercice de leurs activités et au transfert de leurs bénéfices dans une transparence totale garantie par la loi et par les instances créées à leur tête l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPD)", a-t-il souligné. Le Président Tebboune.

"Ces mesures visent à accompagner l'investissement et les sociétés à travers la création d'une commission de recours au niveau de la Présidence de la République chargée d'aplanir les difficultés entravant le tra-

itement des dossiers des opérateurs dans des délais ne dépassant pas un mois", a-t-il dit.

Le Président a salué, à cette occasion, "le haut sens de patriotisme de la corporation des avocats conscient des enjeux que l'Etat tend à relever avec ses potentialités pour booster le développement et l'économie nationale", soulignant que cette profession est "un des piliers de l'action judiciaire et un des socles sur lequel repose l'Etat de droit qui consacre le principe d'un jugement équitable que l'on ne peut concevoir sans la présence d'une défense forte et efficace".

"La corporation des avocats a montré qu'elle est un partenaire et un acteur essentiel dans le secteur de la justice", a-t-il ajouté. Et de poursuivre : "Une justice indépendante, intégrée et compétente pour garantir la sécurité judiciaire au justiciable, est l'une des priorités de l'Etat", soulignant par ailleurs que pour régler les contentieux liés à l'investissement, il a été procédé à la création et à l'installation de tribunaux spécialisés dans les affaires commerciales afin d'améliorer l'action judiciaire et la délivrance des décisions de justice dans les meilleurs délais. Evoquant les mesures visant la modernisation du secteur de la justice, le Président Tebboune a rappelé le lancement de la justice électronique tant en ma-

tière civile que commerciale. Le Président Tebboune a appelé le gouvernement à généraliser l'utilisation des moyens électroniques pour inclure toutes les transactions, dans les autres secteurs et les administrations des institutions ayant un lien avec l'investissement et le commerce en vue de faciliter le quotidien du citoyen et permettre aux investisseurs d'en profiter et de réaliser leurs transactions dans les meilleurs délais et en toute aisance et transparence. Lors de cette rencontre internationale de deux jours, les participants auront à examiner une série de questions telles que l'investissement, l'énergie et la concurrence, la jurisprudence dans le domaine de l'investissement, le règlement des contentieux relatifs à l'investissement, l'investissement dans les zones régionales de libre échange et le nouveau cadre juridique régissant l'investissement en Algérie ainsi que les textes d'application y afférents.

La deuxième journée de cette rencontre, organisée par l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) en partenariat avec le ministère de la Justice et en coopération avec l'Union internationale des avocats, sera consacrée aux ateliers sur la médiation, l'arbitrage, la protection de l'investissement, l'avocat et la numérisation.

Le Bouclier de l'UNOA décerné au Président de la République

L'Union nationale des ordres des Avocats (UNOA) a décerné vendredi à Alger le Bouclier de l'UNOA au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie de distinction s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif-Rahal, à l'occasion du séminaire international sur "Le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges", organisé par l'UNOA en partenariat avec le ministère de la Justice et en coopération avec l'Union internationale des avocats. La distinction a été reçue par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le conseiller du Président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, M. Boualem Boualem et le ministre de la Justice Garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi. Cet hommage intervient en reconnaissance de "l'intérêt particulier qu'accorde le Président de la République au secteur de la justice et aux avocats".

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 88 dollars

Les prix du pétrole montaient vendredi, poussés par des données macroéconomiques encourageantes aux Etats-Unis qui achèvent 2022 en croissance. Avant midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars prenait 1,15% à 88,48 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, gagnait quant à lui 1,16% à 81,95 dollars. Les deux références mondiales de l'or noir ont effacé leurs pertes de la semaine et sont en passe de réaliser un troisième gain hebdomadaire

consécutif. "La publication du PIB américain n'a pas déçu", estiment des analystes. Les Etats-Unis ont en effet achevé 2022 en croissance, avec un produit intérieur brut (PIB) qui a augmenté de 2,4% pour l'ensemble de l'année, a annoncé jeudi le département du Commerce. D'autres indicateurs macroéconomiques comme la baisse des demandes d'allocation chômage aux Etats-Unis ont été bien accueillis par les investisseurs pétroliers, renforçant le "consensus croissant selon lequel l'économie américaine évitera un

atterrissage brutal", ont-ils poursuivi. La santé de la première économie au monde influence directement la demande en brut puisque les Etats-Unis sont les premiers consommateurs mondiaux d'or noir.

Ce lot de données économiques positives a provoqué une hausse des cours, qui restent cependant limités par la perspective d'un dollar plus fort, expliquent les analystes du marché pétrolier. En effet, alors que les investisseurs s'attendaient à voir le pic des taux d'intérêt américains dans un avenir

ALGÉRIE-LIBAN

Entretien téléphonique entre MM. Benabderrahmane et Mikati

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, s'est entretenu, jeudi, par téléphone avec le chef du gouvernement libanais chargé de gérer les affaires courantes, M. Najib Mikati, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'entretien a permis aux deux parties "d'aborder l'état et les perspectives des relations bilatérales et de souligner leur disposition à activer les mécanismes de coopération bilatérale et d'œuvrer de concert au renforcement du partenariat entre les deux pays dans tous les domaines", précise le communiqué.

ALGÉRIE-FRANCE

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha se réunit avec son homologue français au terme de sa visite officielle en France (MDN)

Le Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, s'est réuni, ce jeudi, avec son homologue français le Général d'Armée, Thierry Burkhad, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Au quatrième et dernier jour de sa visite officielle en France, le Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha s'est réuni avec le Chef d'Etat-major des Armées Françaises, le Général d'Armée, Thierry Burkhad. Durant cette rencontre, les deux parties ont examiné les perspectives et les voies permettant de consolider la coopération dans les deux domaines militaire et sécuritaire", précise la même source. "Au troisième jour de sa visite, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef

d'Etat-major de l'ANP, s'est rendu, le 25 janvier 2023, aux écoles militaires de Saumur, où il a été reçu par le Commandant des écoles militaires, le Général de brigade, Emmanuel Charpy. Par la suite, des formations des Forces françaises lui ont rendu les honneurs militaires au niveau de l'école de Cavalerie spécialisée dans la formation des cadres de l'arme blindée", ajoute le MDN. "A l'issue, le Général d'Armée et la délégation qui l'accompagne ont suivi un exposé global sur la formation au sein de cette école, avant de visiter ses divers départements, où il s'est entretenu avec des moyens matériels et pédagogiques dédiés à la formation et des techniques utilisées dans le contrôle et la conduite des engins blindés au niveau de la salle de simulation", conclut le communiqué.

PALESTINE

L'Algérie condamne fermement le massacre sanglant commis par l'armée d'occupation sioniste dans le camp de Jénine

L'Algérie a fermement condamné, vendredi, le massacre sanglant commis par l'armée d'occupation sioniste dans le camp de Jénine dans les territoires palestiniens occupés, ayant fait des dizaines de martyrs et de blessés, appelant la communauté internationale à intervenir en urgence pour arrêter les responsables de ce crime odieux et mettre un terme à la série d'agressions répétées et atroces contre le peuple palestinien, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Tout en présentant ses sincères condoléances et sa sympathie aux frères palestiniens, dirigeants et peuple, suite à ce crime odieux, l'Algérie réitère son soutien indéfectible à la juste cause palestinienne et sa solidarité constante avec le brave peuple palestinien, auquel l'Algérie a toujours demandé d'assurer une protection internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU et de mettre fin à l'indifférence internationale, qui a grandement contribué à la poursuite par les forces de l'occupation de ses crimes et de son mépris flagrant de toutes les lois et les législations internationales", a précisé le communiqué. "Cette violente escalade menée par l'occupation sioniste contre les civils palestiniens sans défense confirme la nécessité de poursuivre, de toute urgence, les efforts pour la réunification des rangs palestiniens et le renforcement de la détermination pour assurer la protection du peuple palestinien et consacrer son droit à l'édification de son Etat indépendant avec Al Qods pour capitale".

proche, la résistance de l'économie américaine pourrait ouvrir la voie à un nouveau resserrement monétaire de la Réserve fédérale (Fed), ce qui soutiendrait le billet vert.

Les cours de l'or noir étant libellés en dollar, une appréciation de la devise américaine décourage les achats de pétrole. En parallèle, la réouverture de la Chine alimente toujours la croissance de la demande de pétrole, même si le pays fait encore face à une vague importante de contamination au Covid-19, souligne.